

numero			Bellinzona
7010	fr	0	23 dicembre 2020
Repubblica e Cantone Ticino Consiglio di Stato Piazza Governo 6 Casella postale 2170 6501 Bellinzona telefono +41 91 814 43 20 fax +41 91 814 44 35 e-mail can-sc@ti.ch			Repubblica e Cantone Ticino

Il Consiglio di Stato

Signora
Nathalie Marti
Direzione del diritto internazionale pubblico
DDIP
Kochergasse 10
3003 Berna

trasmessa per email:
sophie.heegaard@eda.admin.ch e
david.vitali@bak.admin.ch

Procedura di consultazione concernente l'attuazione della Convenzione-quadro per la protezione delle minoranze nazionali e della Carta europea delle lingue regionali o minoritarie

Gentile signora Vicedirettrice,

abbiamo ricevuto la vostra lettera del 28 ottobre 2020 in merito alla summenzionata procedura di consultazione e, ringraziando per l'opportunità che ci viene offerta di esprimere il nostro giudizio, formuliamo le nostre osservazioni per il tramite dell'allegato rapporto.

Voglia gradire, gentile signora Vicedirettrice, l'espressione della nostra stima.

PER IL CONSIGLIO DI STATO

Il Presidente:


Norman Gobbi

Il Cancelliere:


Arnaldo Coduri

Allegato:

- Rapport combiné de la Suisse sur la mise en oeuvre de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales et de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires.

Copia per conoscenza a:

- Dipartimento delle istituzioni (di-dir@ti.ch);
- Dipartimento dell'educazione della cultura e dello sport (decs-dir@ti.ch);
- Segreteria generale del Dipartimento delle istituzioni (di-sg.ap@ti.ch);
- Divisione della cultura e degli studi universitari (decs-dc@ti.ch);
- Deputazione ticinese alle Camere federali (can-relazioniesterne@ti.ch);
- Pubblicazione in Internet.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement für
auswärtige Angelegenheiten EDA

**Rapport combiné de la Suisse
sur la mise en œuvre
de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe
pour la protection des minorités nationales
et
de la Charte européenne des langues régionales ou
minoritaires**

xxxx 2021

Table des matières

I.	Introduction	4
1.	Résumé du rapport combiné	4
2.	Processus d'élaboration et de consultation du rapport combiné	4
II.	Activités de suivi lors des derniers cycles pour mieux faire connaître la Convention-cadre et la Charte	4
III.	Informations générales	4
1.	Données statistiques actualisées	4
a.	Méthodologie générale de collecte de données / recensement	4
b.	Langues nationales et minoritaires et minorités nationales linguistiques	4
c.	Religions et minorités nationales religieuses	4
d.	Minorités nationales : Yéniches et Sinti/Manouches	4
2.	Développements au sujet du champ d'application de la Convention-cadre et de la Charte des langues	5
a.	Convention-cadre : les Roms	5
b.	Charte des langues : le franco-provençal, le jurassien/franc-comtois, le romani	5
3.	Développements au sujet de la lutte contre la discrimination et de la protection générale des droits de l'homme	5
IV.	Développements relatifs aux langues régionales ou minoritaires et aux minorités nationales linguistiques	6
1.	Italien (Grisons)	6
a.	Mécanismes de participation, d'information, de sensibilisation (sur la Charte et la Convention-cadre en général) et de consultation	6
b.	Politique, législation et pratique linguistiques	6
c.	Enseignement	6
d.	Justice	7
e.	Autorités administratives (fédérales, cantonales, communales) et services publics	7
f.	Médias en langues minoritaires / taux de représentation des minorités au sein du personnel des médias concernés / représentation des minorités dans les contenus produits par les médias	8
g.	Activités et équipements culturels	8
h.	Vie économique et sociale	8
i.	Echanges transfrontaliers/coopération internationale	8
j.	Lutte contre les discriminations	9
k.	Sensibilisation à la langue et à la culture italiennes, tolérance, éducation et dialogue interculturels	9
l.	Libertés (réunion pacifique, association, expression de pensée, conscience, religion)	9
m.	Accès à l'éducation	9
2.	Italien (Tessin)	9
a.	Mécanismes de participation, d'information, de sensibilisation (sur la Charte et la Convention-cadre en général) et de consultation	9
b.	Politique, législation et pratique linguistiques	9
c.	Enseignement	11
d.	Justice	11
e.	Autorités administratives (fédérales, cantonales, communales) et services publics	12
f.	Médias en langues minoritaires / taux de représentation des minorités au sein du « personnel » des médias concernés / représentation des minorités dans les contenus produits par les médias	12
g.	Activités et équipements culturels	12
h.	Vie économique et sociale	12
i.	Echanges transfrontaliers/coopération internationale	12
j.	Lutte contre les discriminations	12
k.	Sensibilisation à la langue et à la culture italiennes, tolérance, éducation et dialogue interculturels	12
l.	Libertés (réunion pacifique, association, expression de pensée, conscience, religion)	12
m.	Accès à l'éducation	12
3.	Romanche	13

a.	Mécanismes de participation, d'information, de sensibilisation (sur la Charte et la Convention-cadre en général) et de consultation.....	13
b.	Politique, législation et pratique linguistiques.....	13
c.	Enseignement.....	13
d.	Justice	13
e.	Autorités administratives (fédérales, cantonales, communales) et services publics	13
f.	Médias en langues minoritaires / taux de représentation des minorités au sein du « personnel » des médias concernés / représentation des minorités dans les contenus produits par les médias	14
g.	Activités et équipements culturels	15
h.	Vie économique et sociale	15
i.	Echanges transfrontaliers/coopération internationale	15
j.	Lutte contre les discriminations	15
k.	Sensibilisation à la langue et à la culture romanches, tolérance, éducation et dialogue interculturels	15
l.	Libertés (réunion pacifique, association, expression de pensée, conscience, religion)	15
m.	Accès à l'éducation.....	15
4.	Français.....	15
a.	Mécanismes de participation, d'information, de sensibilisation (sur la Charte et la Convention-cadre en général) et de consultation.....	15
b.	Politique, législation et pratique linguistiques.....	15
c.	Enseignement.....	16
d.	Justice	16
e.	Autorités administratives (fédérales, cantonales, communales) et services publics	17
f.	Médias en langues minoritaires / taux de représentation des minorités au sein du « personnel » des médias concernés / représentation des minorités dans les contenus produits par les médias	17
g.	Activités et équipements culturels	17
h.	Vie économique et sociale	17
i.	Echanges transfrontaliers/coopération internationale	18
j.	Lutte contre les discriminations	18
k.	Sensibilisation à la langue et à la culture françaises, tolérance, éducation et dialogue interculturels	18
l.	Libertés (réunion pacifique, association, expression de pensée, conscience, religion)	18
m.	Accès à l'éducation.....	18
5.	Allemand.....	18
a.	Mécanismes de participation, d'information, de sensibilisation (sur la Charte et la Convention-cadre en général) et de consultation.....	18
b.	Politique, législation et pratique linguistiques.....	18
c.	Enseignement.....	20
d.	Justice	21
e.	Autorités administratives (fédérales, cantonales, communales) et services publics	21
f.	Médias en langues minoritaires / taux de représentation des minorités au sein du « personnel » des médias concernés / représentation des minorités dans les contenus produits par les médias	23
g.	Activités et équipements culturels	23
h.	Vie économique et sociale	23
i.	Echanges transfrontaliers/coopération internationale	23
j.	Lutte contre les discriminations	23
k.	Sensibilisation à la langue et à la culture françaises, tolérance, éducation et dialogue interculturels	23
l.	Libertés (réunion pacifique, association, expression de pensée, conscience, religion)	23
m.	Accès à l'éducation.....	23
6.	Autres développements concernant les minorités linguistiques	23
a.	Adoption du Message culture 2021-2024 et du Message FRI.....	24
b.	Promotion des échanges scolaires	24
c.	Promotion de l'enseignement de l'italien et du romanche en Suisse par les autorités fédérales	24
d.	Evolution du plurilinguisme dans l'Administration fédérale (cf. §56 du rapport du Comité d'experts de la Charte)	24
e.	Le rôle de la SSR dans la promotion des langues minoritaires en Suisse	24
f.	Recherche dans le domaine du plurilinguisme (cf. §54 du rapport du Comité d'experts de la Charte).....	24

g.	Enseignement des langues nationales à l'école	24
h.	Fusion de communes dans les Grisons	24
i.	Arrêts du Tribunal fédéral concernant l'utilisation des langues.....	25
V.	Les autres minorités nationales ethniques, culturelles ou religieuses (Convention-cadre)	25
1.	Les Yéniches et Sinti/Manouches	25
a.	Le Plan d'action "Yéniches, Sinti et Roms"	25
b.	La promotion de la langue yéniche	25
c.	La promotion des arts et de la culture des Yéniches et des Sintis/Manouches.....	25
d.	La lutte contre les discriminations à l'égard des Yéniches et Sintis/Manouches.....	25
e.	Les aires d'accueil pour les populations itinérantes et semi-itinérantes	26
f.	Libertés (réunion pacifique, association, expression, pensée, conscience, religion)	27
g.	Accès à l'éducation.....	27
h.	Scolarisation des enfants de familles itinérantes ou semi-itinérantes.....	27
i.	Inclusion de l'histoire et de la culture des Yéniches et Sinti/Manouches dans les programmes et manuels scolaires.....	28
j.	Sensibilisation à la lutte contre l'antitsiganisme et à la mémoire des victimes roms, sinti/manouches et yéniches de l'Holocauste dans les programmes scolaires.....	28
k.	Mécanismes de participation pour les Yéniches et les Sinti/Manouches.....	29
2.	La minorité juive	29
a.	Lutte contre les discriminations à l'égard de la minorité juive	29
b.	Promotion des arts et de la culture juive, y compris la situation du yiddish	29
c.	Inclusion de l'histoire et de la culture juive dans les programmes et manuels scolaires	30
d.	Sensibilisation à la lutte contre l'antisémitisme et mémoire de l'Holocauste dans les programmes scolaires	30
e.	Libertés (réunion pacifique, association, expression, pensée, conscience, religion)	30
f.	Accès à l'éducation.....	30
g.	Mécanismes de participation pour la minorité juive	30
VI.	Développements relatifs à l'article 6 de la Convention-cadre	30
1.	Politiques de promotion d'un esprit de tolérance et du dialogue interculturel.....	30
2.	Mesures de protection contre les actes d'hostilité ou de violence	31
3.	Suivi de la représentation des minorités dans les médias	31
4.	Politiques de lutte contre le discours et les crimes de haine	32
5.	Stratégies/politiques d'intégration	32
VII.	Réponses à la pandémie Covid-19 en application de la Convention-cadre et de la Charte des langues ³²	
1.	Mesures pour adresser les conséquences de la pandémie concernant les Gens du voyage.	32
2.	Mesures pour communiquer sur la gestion de la pandémie dans les langues minoritaires	33
3.	Mesures de soutien aux radios et télévisions régionales.....	33
VIII.	Récapitulatif des recommandations du Comité des Ministres lors des derniers cycles et réponses des autorités suisses	33
1.	Les dernières recommandations du Comité des Ministres sur la mise en œuvre de la Convention-cadre et les réponses des autorités suisses	33
2.	Les dernières recommandations du Comité des Ministres sur la mise en œuvre de la Charte des langues et les réponses des autorités suisses	35

I. Introduction

1. Résumé du rapport combiné

DDIP/HSP

2. Processus d'élaboration et de consultation du rapport combiné

Information sur la consultation des autorités fédérales, cantonales et locales, des organisations et des personnes concernées par la rédaction du rapport périodique.

Information sur les lieux de publication du rapport combiné et les traductions du rapport combiné dans les langues nationales

DDIP/HSP: cf. 4^{ème} rapport Convention-cadre introduction

II. Activités de suivi lors des derniers cycles pour mieux faire connaître la Convention-cadre et la Charte

DDIP/HSP : colloque du 27 novembre 2019 sur l'italien et le romanche.

DDIP/HSP : information régulière et continue du Comité consultatif de la Convention-cadre au sujet de nouveaux développements, notamment :

- gestion de la pandémie Covid-19 en rapport avec les Gens du voyage, les communautés religieuses et la traduction des directives conférences de presse dans les langues minoritaires (cf. infra ch. VII)

III. Informations générales

1. Données statistiques actualisées

OFS: mettre à jour les données statistiques présentées essentiellement dans le dernier rapport concernant la Charte européenne (pour les aspects linguistiques) et dans le dernier rapport concernant la Convention-cadre (pour les religions et minorités nationales religieuses + les Yéniches et Sinti).

a. Méthodologie générale de collecte de données / recensement

OFS

b. Langues nationales et minoritaires et minorités nationales linguistiques

OFS : cf. données statistiques détaillées du 7^e rapport *suisse* sur la Charte des langues (Partie I, chapitre 1)

c. Religions et minorités nationales religieuses

OFS : actualisations selon les données contenues dans le 4^{ème} rapport sur la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales no. 14 et 15 : relevé structurel du recensement fédéral : population selon les langues et la *religion* + les enquêtes thématiques « langue, religion et culture » ELRC

d. Minorités nationales : Yéniches et Sinti/Manouches

OFS et SLR : cf. ELRC et enquête Omnibus 2019 « mode de vie itinérant »

2. Développements au sujet du champ d'application de la Convention-cadre et de la Charte des langues

Etat des demandes de reconnaissance de nouvelles minorités nationales ou de nouvelles langues régionales/minoritaires ou de nouvelles langues sans territoire

a. Convention-cadre : les Roms

Convention-cadre : art. 3

Recommandation du Comité consultatif de la Convention-cadre (4ème Avis no. 31) :

« Le Comité consultatif encourage les autorités fédérales à maintenir une approche inclusive du champ d'application de la Convention-cadre, tout en les invitant à réexaminer les critères de résidence de longue durée et de nationalité, afin de permettre aux personnes appartenant à des minorités nationales de bénéficier de ces droits, article par article. Il invite les autorités à répondre dans un délai raisonnable aux demandes de reconnaissance comme minorité nationale qui leur sont adressées ».

**DDIP/HSP
SLR + OFC/HAF**

b. Charte des langues : le franco-provençal, le jurassien/franc-comtois, le romani

Charte des langues : art. 1

Recommandation 3 du Comité des Ministres pour la Charte :

« Le Comité des Ministres recommande que la Suisse précise si le franco-provençal et le jurassien peuvent être considérés comme des langues à part entière pouvant bénéficier de la protection prévue à l'article 7, paragraphes 1 à 4 »

Recommandation du Comité d'experts de la Charte (§ 12-17 du rapport du Comité d'experts de la Charte) :

« Le Comité d'experts demande aux autorités suisse de préciser si **le franco-provençal et le jurassien** peuvent être considérés comme des langues à part entière, pouvant bénéficier pleinement de la protection prévue à l'article 7, paragraphes 1 à 4 ».

OFC + CDAC pour les patois : expliquer le contexte, réexpliquer la position du CF présentée dans le dernier rapport, répondre à la recommandation.

Recommandation 4 du Comité des Ministres concernant la Charte :

« Le Comité des Ministres recommande que la Suisse reconsidère la position officielle concernant **le romani** comme langue dépourvue de territoire au sens de la Charte, en collaboration avec les locuteurs ».

Recommandation du Comité d'experts de la Charte (cf. § 18 du rapport du Comité d'experts) :

« Le Comité d'experts invite les autorités suisses à réexaminer leur décision et à présenter, dans leur prochain rapport périodique, **le romani** comme une langue dépourvue de territoire traditionnellement présente en Suisse ».

OFC et HAF + DDIP + SLR pour le romani

3. Développements au sujet de la lutte contre la discrimination et de la protection générale des droits de l'homme

Recommandations du Comité des Ministres concernant la Convention-cadre :

« Intensifier les efforts des autorités fédérales afin de sensibiliser le grand public à la **législation en vigueur contre les discriminations** et envisager de réexaminer l'opportunité d'adopter une législation fédérale générale contre les discriminations.

OFJ/Schinzel + DDIP/SCP + SLR: derniers développements à ce sujet

Mettre en place dans les meilleurs délais **une institution nationale des droits de l'homme** en conformité avec les Principes de Paris, en garantissant en particulier son indépendance institutionnelle et financière, sa pleine capacité à promouvoir et à protéger les droits de l'homme et l'étendue de son mandat.

DDIP/SCP

Mettre en place des **institutions de médiation** (« ombudsperson institutions ») aux niveaux fédéral et cantonal ».

DDIP/HSP: motion Ruedi Noser "Ombudsstelle für Kinderrechte". Développements.

Tous les cantons concernés: développements au sujet d'institutions de médiations?

Alle betroffenen Kantone: Entwicklungen bei den kantonalen Ombudsstellen?

Tutti i Cantoni interessati: sviluppi relativi agli organi di mediazione (ombudsman) cantionali?

Nel Canton Ticino dal 2006 è stata istituita una Cellula operativa nomadi che include il Segretario generale del Dipartimento delle istituzioni, un referente della Polizia cantonale e un mediatore.

IV. Développements relatifs aux langues régionales ou minoritaires et aux minorités nationales linguistiques¹

1. Italien (**Grisons**)²

Compétence générale OFC

Indiquer les mesures prises afin de mettre en œuvre la Charte et la Convention-cadre, et indiquer le cas échéant en quoi ces mesures répondent aux **recommandations** formulées précédemment par le Comité d'Experts de la Charte →OFC et le Comité consultatif de la Convention-cadre→ DDIP/HSP

Indiquer les développements des **bases légales** et de la **jurisprudence** le cas échéant

a. Mécanismes de participation, d'information, de sensibilisation (sur la Charte et la Convention-cadre en général) et de consultation

DDIP/HSP : renvois aux chapitres I.2 et II. ci-dessus.

b. Politique, législation et pratique linguistiques³

Convention-cadre : art. 5, 9, 10, 11, 12, 16

Charte des langues : art. 7.1.a, b, c, d, e

OFC: présenter les résultats du rapport d'évaluation du zda, les recommandations et les démarches prises pour les mettre en œuvre (contrat de prestations) en lien avec l'*italien*.

Graubünden: die Entwicklung des kantonalen Sprachengesetzes sowie mögliche andere Rechtsgrundlagen und Sprachpraktiken in Bezug auf das **Italienische** darstellen. Insbesondere die Verwendung der italienischen Sprache durch die kantonalen und kommunalen Behörden darlegen (zweisprachige oder italienischsprachige Gemeinden, vgl. § 36 des Berichts des Expertenkomitees der Charta).

c. Enseignement

Convention-cadre: art. 12.3, 13, 14

Charte des langues : art. 7.1.f, g, h; 8.1a (i), a (iv), b (i), c (i), c (ii), d (i), d (iii), e (ii), f (i), f (iii), g, h, i:

Recommandation du Comité consultatif de la Convention-cadre (Viertes Gutachten Rahmenübereinkommen no. 109-111) :

« Der Beratende Ausschuss ruft die Behörden des **Kantons Graubünden/Grischun/Grigioni** auf, die notwendige Finanzierung für die Übersetzung oder Erstellung von Lehr- und Lernmitteln in **italienischer Sprache** zu sichern ».

Graubünden: die aktuelle Situation des Italienischunterrichts im Kanton und in den italienischsprachigen Gemeinden des Kantons darstellen (vgl. § 42, 52, 77 des Berichts des Expertenkomitees der Charta) und die Massnahmen aufzeigen, die getroffen wurden, um:

- die Bildung in italienischer Sprache im Kanton zu fördern;
- im Kanton einen Dialog über den Italienischunterricht auf Sekundarstufe II einzuleiten (vgl. Viertes Gutachten, Nr. 101);
- die den Lehrplänen des Kantons Graubünden entsprechenden Lehrmittel ins Italienische zu übersetzen.

¹ Veuillez indiquer sous chaque langue/thème les mesures prises afin de mettre en œuvre la Charte et la Convention-cadre, et indiquer le cas échéant en quoi ces mesures répondent **aux recommandations** formulées précédemment par le Comité d'Experts de la Charte et le Comité consultatif de la Convention-cadre. Des renvois précis à des parties de rapports périodiques précédents sont possibles en vue d'éviter la répétition d'informations identiques à caractère général (concernant par exemple la législation).

² Les parties relatives à l'italien sont présentées ici par canton. Il n'est donc pas nécessaire de reproduire les rapports des cantons (la section reproduisant les rapports de ces cantons a été supprimée).

³ Y compris les développements relatifs aux bases légales et à la **jurisprudence**, aux évolutions récentes concernant les langues et minorités nationales linguistiques.

d. Justice

Convention-cadre : art. 10.3

Charte des langues : art. 7.1.d; 9.1.a (i), a (ii), a (iii), b (i), b (ii), b (iii), c (i), c (ii), d; 9.2.a; 9.3:

Recommandation du Comité des Ministres concernant la Convention-cadre :

« *Bei Aktivitäten des Alltags, Informationskampagnen, in Justiz und Verwaltung im Kanton Graubünden/Grischun/Grigioni vermehrt die Verwendung der Minderheitssprachen fördern* ».

Graubünden: die aktuellen Entwicklungen nach der Ernennung eines italienischsprachigen Richters am Kantonsgericht vorstellen (vgl. § 55 und 78 des Berichts des Expertenkomitees der Charta).

e. Autorités administratives (fédérales, cantonales, communales) et services publics

Convention-cadre : art. 10.2, 11.1, 11.3

Charte des langues : art. 7.1.d; 10.1.a (i), b, c, 10.2.a, b, c, d, e, f, g, 10.3. a ; 10.4.a, b, c, 10.5

Verwendung der italienischen Sprache auf der Ebene der Verwaltung und der öffentlichen Dienste des Kantons Graubünden:

Recommandation du Comité des Ministres concernant la Convention-cadre (Vgl. auch Viertes Gutachten Nr. 91 + 93) :

« *Bei Aktivitäten des Alltags, Informationskampagnen, in Verwaltung und Justiz im Kanton Graubünden/Grischun/Grigioni vermehrt die Verwendung der Minderheitssprachen fördern* »

Recommandation du Comité consultatif de la Convention-cadre (Viertes Gutachten Nr. 107):

« *Der Beratende Ausschuss ruft die Behörden des Bundes und der Kantone auf, weitere Aktivitäten zur Sensibilisierung für die sprachlichen Rechte von Angehörigen nationaler Minderheiten in den kantonalen Verwaltungen der zwei- und dreisprachigen Kantone, auch bei den Vertretern der Justiz, zu erwägen* » (Vgl. Auch Viertes Gutachten Nr. 97).

Recommandation no. 2 du Comité des Ministres concernant la Charte :

« *Das Ministerkomitee empfiehlt den Schweizer Behörden, die Verwendung der italienischen Sprache in der kantonalen Verwaltung und im öffentlichen Sektor unter kantonomer Kontrolle in Graubünden weiter zu fördern*».

Recommandation du Comité d'experts de la Charte (vgl. Kapitel 2.1.2 des Berichts des Expertenkomitees der Charta) :

« *Das Expertenkomitee empfiehlt den Schweizer Behörden, den Gebrauch der italienischen Sprache in der kantonalen Verwaltung Graubündens zu fördern*».

Graubünden:

Bitte geben Sie die Massnahmen an, die als Reaktion auf diese Empfehlungen ergriffen wurden. Insbesondere im Hinblick auf:

- den Zugang zu Dokumenten der Kantonsverwaltung und des Kantonsparlaments auf Italienisch;
- die Übersetzung institutioneller Websites ins Italienische, einschliesslich der Websites von staatsnahen Unternehmen, der Kantonalbank und des Spitals (vgl. § 81 des Berichts des Expertenkomitees der Charta);
- die Übersetzung von Informationskampagnen ins Italienische (Gesundheit, Sport usw.);
- den Zugang zu Notfalldiensten auf Italienisch;
- das Verfahren zur Förderung der Rekrutierung italienischsprachiger Personen für Stellen in der kantonalen Verwaltung (§ 58 und 79 des Berichts des Expertenkomitees der Charta), die Präsenz von italienischsprachigen Mitarbeitenden in den ersten vier Gehaltsstufen der kantonalen Verwaltung und unter den Mitgliedern der kantonalen Justiz;
- Ausbildungsmassnahmen in italienischer Sprache für das Personal der Kantons- und Gemeindeverwaltungen.

Topografische Angaben:

Recommandation du Comité consultatif de la Convention-cadre (Viertes Gutachten Nr. 96 + 94-95) :

«Der Beratende Ausschuss ruft die Behörden des Bundes und der Kantone auf, die Verwendung von zwei- oder dreisprachigen topografischen Angaben in den zwei- oder dreisprachigen Kantonen oder Gemeinden zu fördern, namentlich durch die Ausweitung der rechtlichen Möglichkeiten zum Anbringen solcher Schilder in Gebieten, die traditionell von Angehörigen von Sprachminderheiten bewohnt werden, im Einklang mit den Bestimmungen von Artikel 11 des Rahmenübereinkommens».

Graubünden: Entwicklungen in der Praxis zweisprachiger Gemeinden (abweichend von der Sprachenverordnung) bei topografischen Schildern und Aufschriften (vgl. Vierter Bericht, Nr. 94).

+ Union des villes suisses UVS et Association des Communes Suisses ACS

f. Médias en langues minoritaires / taux de représentation des minorités au sein du personnel des médias concernés / représentation des minorités dans les contenus produits par les médias

Convention-cadre : art. 6, 9

Charte des langues : art. 7.1.d ; 11.1.a (i), e (i), g, 11.2, 11.3

Recommandations du Comité consultatif de la Convention-cadre (Vgl. Viertes Gutachten Nr. 81+ 84):

« Der Beratende Ausschuss ruft **die Behörden des Bundes und der Kantone** auf, sicherzustellen, dass die Bestimmungen der Konzession für den öffentlich-rechtlichen Rundfunk mit den Rechten der Angehörigen von Sprachminderheiten nach Artikel 9 des Rahmenübereinkommens vereinbar sind und in der Praxis von der Rundfunkanstalt eingehalten werden. Zudem ermutigt der Beratende Ausschuss **die Bundes- und kantonalen Behörden**, die Herausgabe und Verbreitung [...] der **italienischsprachigen** Medien weiter zu unterstützen».

OFCOM + DDIP/HSP : réponse par rapport au reproche de non-conformité au mandat de la SRG-SSR car le temps d'antenne consacré sur la RSI aux programmes portant sur le canton de Grisons serait insuffisant (cf. 4^{ème} Avis/Gutachten Comité consultatif no. 81).

Graubünden: Unterstützung der **italienischsprachigen** Medien im Kanton Graubünden; kurze Einschätzung des neuen ATS-Informationsdienstes in italienischer Sprache (Statistik, Evaluation usw. Vgl. § 6 des Berichts des Expertenkomitees der Charta) und der Massnahmen zur Unterstützung der italienischsprachigen Medien (vgl. § 80 des Berichts des Expertenkomitees der Charta).

g. Activités et équipements culturels

Convention-cadre : art. 5.1, 15

Charte des langues : art. 7.1.d; 12.1.a, b, c, d, e, f, g, h, 12.2, 12.3

Rien à mentionner.

h. Vie économique et sociale

Convention-cadre : art. 15

Charte des langues : art. 7.1.d, 13.1.d, 13.2.b

Recommandation du Comité d'experts de la Charte (vgl. Kapitel 2.1.2 des Berichts des Expertenkomitees der Charta) :

« Das Expertenkomitee der Charta empfiehlt den Schweizer Behörden, im öffentlichen Sektor Massnahmen zur Förderung der Verwendung der italienischen Sprache im wirtschaftlichen und sozialen Leben des Kantons Graubünden zu ergreifen».

Graubünden : zur Empfehlung Stellung nehmen und insbesondere die jüngsten Entwicklungen in Bezug auf die Förderung der italienischen Sprache in den wirtschaftlichen und sozialen Bereichen, die direkt der Kontrolle der kantonalen Behörden unterstehen, darstellen (Präsenz der italienischen Sprache auf den Websites der öffentlichen Unternehmen, vgl. § 70 und § 81 des Berichts des Expertenkomitees der Charta).

i. Echanges transfrontaliers/coopération internationale

Convention-cadre : art. 17, 18

Charte des langues : art. 7.1.i, 14a, b

Recommandation du Comité consultatif de la Convention-cadre (Viertes Gutachten 124-125):

« Der Beratende Ausschuss ermutigt **die Behörden des Bundes**, die Rechte der italienischsprachigen Minderheit weiter zu fördern, insbesondere durch die Fortsetzung der Zusammenarbeit zwischen der Schweiz und Italien, und sicherzustellen, dass die Angehörigen der betroffenen Gemeinschaften konsultiert und informiert werden».

DDIP/F. Taschetta: développements dans les travaux de la « **Consulta** » ? Information de la minorité italophone au sujet des résultats des travaux de la Consulta ?

Graubünden : Anmerkungen zur Arbeit der **Consulta**? (Viertes Gutachten, Nr. 124–125)

j. Lutte contre les discriminations

Convention-cadre : art. 4
Charte des langues : art. 7.2 :

Rien à mentionner.

k. Sensibilisation à la langue et à la culture italiennes, tolérance, éducation et dialogue interculturels

Convention-cadre : art. 6.1, 12.1, 12.2
Charte des langues : art. 7.3

Rien à mentionner.

l. Libertés (réunion pacifique, association, expression de pensée, conscience, religion)

Convention-cadre : art. 7 et 8
Rien à mentionner.

m. Accès à l'éducation

Convention-cadre : art. 12.3

Rien à mentionner.

2. Italien (Tessin)

Compétence générale OFC

Indiquer les mesures prises afin de mettre en œuvre la Charte et la Convention-cadre, et indiquer le cas échéant en quoi ces mesures répondent aux **recommandations** formulées précédemment par le Comité d'Experts de la Charte → **OFC** et le Comité consultatif de la Convention-cadre → **DDIP HSP**

Indiquer les développements des **bases légales** et de la **jurisprudence** le cas échéant

a. Mécanismes de participation, d'information, de sensibilisation (sur la Charte et la Convention-cadre en général) et de consultation

DDIP/HSP : renvois aux chapitres I.2 et II ci-dessus

b. Politique, législation et pratique linguistiques⁴

Convention-cadre : art. 5, 9, 10, 11, 12, 16
Charte des langues : art. 7.1.a, b, c, d, e (échanges linguistiques nationaux)

OFC

Ticino: Presentiamo qui brevemente la situazione linguistica e politica attuale legata all'italiano in Ticino. Per il quadro generale della situazione e per i dati demolingüistici dell'italiano a livello nazionale e fuori dal territorio italofono, si rimanda al capitolo III del presente rapporto.

Situazione linguistica dell'italiano nel Cantone Ticino:

L'italiano è lingua ufficiale del Cantone Ticino; è ampiamente diffuso nella popolazione come lingua principale (88% nel 2018, dati UST), lingua parlata in famiglia (79.5%, a cui si affianca il dialetto 26.5%%); è anche lingua ampiamente usata (accanto ad altre) sul posto di lavoro (92% della popolazione attiva). A vari livelli di competenza l'italiano è integrato nel repertorio linguistico della popolazione alloglotta come lingua secondaria (dall'Indagine sulla lingua, la religione e la cultura condotta dall'UST nel 2014, risulta che nella regione italoфона – Ticino e Grigionitaliano, accanto l'82% della popolazione indica l'italiano come lingua principale e il 17.7% come lingua secondaria. L'italiano è lingua di scolarizzazione e il suo insegnamento come L2 è previsto a tutti i livelli. Il panorama mediatico della Svizzera italiana (stampa scritta, media radiotelevisivi e

⁴ Y compris les développements relatifs aux bases légales et à la jurisprudence, aux évolutions récentes concernant les langues et minorités nationales linguistiques.

internet) è ampio e variegato. Anche l'attività accademica e di ricerca nel territorio gode di buona vitalità attraverso i programmi di bachelor e master in lingua, letteratura e civiltà italiana dell'Università della Svizzera italiana, la formazione dei docenti e i programmi di ricerca sulla didattica dell'italiano del Dipartimento formazione e apprendimento della SUPSI e i programmi di ricerca dell'Osservatorio linguistico della Svizzera italiana.

Complessivamente la situazione e la vitalità dell'italiano nel Cantone Ticino è buona e non desta motivi di preoccupazione da nessun punto di vista (demografico, legislativo, sociale, economico e culturale). Il Cantone è però attento anche alla situazione dell'italiano al di fuori del suo territorio e della Svizzera italiana (cioè al di fuori del territorio tradizionalmente italofono), nella consapevolezza che la tutela dell'italiano va considerata nel quadro più ampio della promozione del plurilinguismo (istituzionale, individuale e territoriale) a livello nazionale.

Si ritiene che il principio costituzionale della comprensione fra le comunità linguistiche e la politica linguistica che ne deriva, trovi una migliore applicazione quando il concetto di comunità è definito e applicato sulla base delle competenze linguistiche piuttosto che sulla base della territorialità. In questo senso, accanto alle misure destinate alla comunità territoriale (il Cantone Ticino e le valli italofone del Cantone dei Grigioni), va senz'altro mantenuto e incentivato il sostegno alla comunità italoфона presente in Svizzera nel suo insieme. La definizione del concetto di comunità è rilevante per esempio per l'applicazione di quelle misure di politica e pianificazione linguistica che prevedono l'adozione di quote di rappresentanza delle comunità, come previsto dall'Ordinanza sulle lingue nel caso del personale dell'amministrazione federale. Un altro modello 'virtuoso' e già in atto da tempo è quello del servizio pubblico di radiotelevisione (sia per la diffusione e ricezione di programmi in tutte le lingue nazionali su tutto il territorio sia per il modello di distribuzione delle risorse finanziarie del canone, 'sbilanciato' a favore delle minoranze).

Politica linguistica e culturale del Cantone Ticino

L'azione di politica e pianificazione linguistica e culturale del Cantone Ticino a sostegno e promozione della lingua e della cultura italiana è da intendersi come un'azione integrata a quella federale e che si riflette sull'italofonia e l'italianità a livello nazionale. Qui di seguito sono elencate e descritte le componenti e le realizzazioni principali della politica linguistica e culturale del Cantone Ticino.

Impiego dell'Aiuto federale per la lingua e la cultura italiana

La legislazione federale prevede che il Cantone Ticino riceva un aiuto federale per la lingua e la cultura italiana, che è impiegato per sostenere diversi enti e progetti. La Divisione della cultura e degli studi universitari del Dipartimento dell'educazione, della cultura e dello sport (DECS) ha istituito nel 2020 un Ufficio del sostegno alla cultura che ha tra i propri compiti specifici la gestione dei progetti sostenuti con l'Aiuto federale. Le attività e i rendiconti sono pubblicati all'indirizzo www.ti.ch/sostegnocultura.

I progetti sono riconducibili a tre ambiti principali:

- la promozione della lettura: attraverso il sostegno all'editoria e alle riviste, il programma Ticino Lettura in collaborazione con le biblioteche e la Biblioteca digitale;
- la promozione della lingua e della cultura italiana: accanto al sostegno alle iniziative culturali promosse dagli operatori sul territorio, ci sono i due programmi Più italiano (si vedano sotto maggiori informazioni) e Ponti culturali, un programma che riunisce progetti come la Guida letteraria della Svizzera italiana;
- il sostegno a programmi di ricerca condotti dall'Osservatorio linguistico della Svizzera italiana (OLSI), dal Sistema per la valorizzazione del patrimonio culturale, dall'Osservatorio culturale del Cantone Ticino e dall'Onomastica, e tramite le borse di ricerca assegnate con un bando biennale. Gli esiti di queste ricerche vengono pubblicati nelle collane della Divisione della cultura e degli studi universitari.

In particolare si segnalano le attività dell'OLSI, istituto che ha il mandato di realizzare ricerche scientifiche sulla situazione dell'italiano nel contesto del plurilinguismo in Svizzera e sulle peculiarità dell'italiano di Svizzera anche in rapporto all'italiano d'Italia (e ai dialetti). Il sostegno alla ricerca ha ricadute positive sulla promozione dell'italiano lingua nazionale minoritaria in Svizzera. Tra i progetti più recenti (realizzati dopo il 2018, anno del 7° rapporto della Svizzera sulla "Carta") si segnalano almeno il volume "Le lingue in Svizzera. Addendum. Analisi dei dati dell'Indagine sulla lingua, la religione e la cultura 2014, uscito nel 2019, e "Lidatè – l'italiano dal territorio" (lidate.ch), un'applicazione web attiva da novembre 2020 che ha il duplice scopo di raccogliere dati linguistici e sociolinguistici utili alla ricerca nell'ambito della variazione linguistica, e in particolare dell'italiano della Svizzera italiana, e, allo stesso tempo, di informare e

sensibilizzare i parlanti del territorio su queste tematiche.

A partire dal 2019, il DECS ha ripreso dall'Università della Svizzera italiana il progetto "Più italiano" www.ti.ch/piuitaliano. Si tratta di un 'contenitore' di progetti, convegni, corsi, soggiorni linguistici per studenti e scolaresche che hanno lo scopo di valorizzare e promuovere la presenza e visibilità della lingua e cultura italiana in Svizzera, soprattutto nelle regioni non italofone.

Inoltre il Cantone Ticino, tramite il DECS sostiene le attività del Forum per l'italiano in Svizzera, associazione che ha per obiettivo statutario "la corretta collocazione entro il 2020 dell'italiano nel quadro del plurilinguismo costituzionale della Svizzera". Nel 2019, il Forum ha assegnato un mandato di ricerca all'Osservatorio linguistico della Svizzera italiana, al Dipartimento formazione e apprendimento della SUPSI e all'Alta scuola pedagogica dei Grigioni al fine di realizzare un rapporto sulla situazione dell'italiano in Svizzera e di fornire indicazioni e possibili misure di sostegno alla lingua italiana da realizzare da parte del Forum stesso. I risultati sono stati presentati all'assemblea del Forum a fine novembre 2020, il testo "La posizione dell'italiano in Svizzera. Rapporto di ricerca per il Forum per l'italiano in Svizzera" è stato consegnato a fine dicembre 2020.

Messaggio sulla cultura (2016-2020 e 2021-2024): sintesi della posizione del Cantone Ticino.
Nella sua presa di posizione sul Messaggio sulla cultura 2021-2024, il Consiglio di Stato (CdS) del Cantone Ticino ha espresso globalmente il suo apprezzamento sulle misure previste e sulla politica di continuità della Confederazione nell'ambito dei vari settori culturali. Per quanto riguarda più precisamente la promozione e il sostegno per la lingua italiana, il CdS ha apprezzato l'attenzione data nel Messaggio ai temi dell'eterogeneità linguistica e culturale della Svizzera. Sono previsti più sostegni a favore dell'insegnamento scolastico delle lingue nazionali (compresi programmi di filiere bilingui con l'italiano), favorendo l'insegnamento immersivo, e un rafforzamento importante nell'ambito degli scambi e della mobilità tra regioni linguistiche. Il Cantone ha messo l'accento sul concetto di "mobilità", da preferire a quello di "scambio", in modo da non penalizzare ulteriormente le aree linguistiche più deboli.

Viene auspicata un'estensione esplicita e solida del sostegno alla mobilità anche nell'ambito della formazione professionale e della transizione dalla formazione al mondo del lavoro, senza limitarsi ai docenti e agli allievi del secondario I e II.

Il modo migliore per attuare questo rafforzamento degli scambi linguistici è stato identificato nella creazione e nello sviluppo di centri di competenza per la mobilità a livello locale e regionale, sfruttando la conoscenza del territorio e la rete di contatti con famiglie, aziende e scuole.

È stata inoltre valorizzata l'intenzione di agire anche a livello legislativo per sostenere esplicitamente l'italiano non solo nel suo territorio tradizionale ma a livello nazionale, aprendo la possibilità di accedere direttamente al sostegno della Confederazione.

Sempre nell'ambito dell'insegnamento dell'italiano, il Cantone ha ricordato come l'esistenza di dizionari e grammatiche dell'italiano non risolve il problema della mancanza di materiale didattico specificamente incentrato sulla varietà svizzera di italiano e sulle peculiarità culturali della Svizzera italiana, auspicando quindi lo sviluppo di materiale di questo tipo.

Per quanto riguarda altri ambiti culturali, indirettamente legati all'aspetto linguistico, è stata sottolineata l'importanza di sostenere la traduzione di opere letterarie e cinematografiche nelle lingue nazionali, in modo da favorire la circolazione culturale fra aree linguistiche, rinsaldando la coesione nazionale.

Il bilancio dell'attuazione del Messaggio precedente (2016-2020) è positivo per il Cantone Ticino per quanto riguarda l'italiano, in quanto hanno ripreso vigore appunto i progetti di scambio e di mobilità di allievi e docenti e ci si è posti a livello nazionale l'obiettivo di agire sullo statuto dell'italiano anche fuori dal suo territorio tradizionale.

È inoltre positiva la valutazione del Cantone sul mantenimento del sussidio destinatogli per la promozione della lingua e della cultura italiana per il prossimo quadriennio (con adeguamento da 2.5 a 2.6 milioni nel 2024), così come quella per i mezzi supplementari previsti per l'attuazione della Strategia per gli scambi e la mobilità, e per l'aumento progressivo a sostegno delle misure volte a favorire la comprensione tra le diverse comunità linguistiche della Svizzera.

c. Enseignement

Convention-cadre : art. 12.3, 13, 14

Charte des langues : art. 7.1.f, g, h; 8.1a (i), a (iv), b (i), c (i), c (ii), d (i), d (iii), e (ii), f (i), f (iii), g, h, i:

Rien à mentionner.

d. Justice

Convention-cadre : art. 10.3

Charte des langues : art. 7.1.d; 9.1.a (i), a (ii), a (iii), b (i), b (ii), b (iii), c (i), c (ii), d; 9.2.a; 9.3:

Rien à mentionner.

e. Autorités administratives (fédérales, cantonales, communales) et services publics

Convention-cadre : art. 10.2, 11.1, 11.3

Charte des langues : art. 7.1.d; 10.1.a (i), b, c, 10.2.a, b, c, d, e, f, g, 10.3. a ; 10.4.a, b, c, 10.5

Rien à mentionner.

f. Médias en langues minoritaires / taux de représentation des minorités au sein du « personnel » des médias concernés / représentation des minorités dans les contenus produits par les médias

Convention-cadre : art. 6, 9

Charte des langues : art. 7.1.d ; 11.1.a (i), e (i), g, 11.2, 11.3

Rien à mentionner.

g. Activités et équipements culturels

Convention-cadre : art. 5.1, 15

Charte des langues : art. 7.1.d; 12.1.a, b, c, d, e, f, g, h, 12.2, 12.3

Rien à mentionner.

h. Vie économique et sociale

Convention-cadre : art. 15

Charte des langues : art. 7.1.d, 13.1.d, 13.2.b

Rien à mentionner.

i. Echanges transfrontaliers/coopération internationale

Convention-cadre : art. 17, 18

Charte des langues : art. 7.1.i, 14a, b

Recommandation du Comité consultatif de la Convention-cadre (Quarto Parere no. 124-125):

«Il Comitato consultivo incoraggia le autorità federali a continuare a promuovere i diritti della minoranza italoфона, in particolare proseguendo la cooperazione tra la Svizzera e l'Italia, e a garantire che le persone appartenenti alle comunità interessate siano consultate e informate».

DDIP/F.Taschetta: développements dans les travaux de la « Consulta » ? Information de la minorité italoophone au sujet des résultats des travaux de la Consulta → **faire un renvoi à supra chapitre IV 1.i au sujet de l'italien dans les Grisons.**

Ticino: eventuali osservazioni sul lavoro della **Consulta**? (cfr. Quarto Parere no. 124-125)

I lavori della Consulta sono sospesi dalla partenza dell'ambasciatore Del Panta, non vi sono pertanto aggiornamenti in merito.

j. Lutte contre les discriminations

Convention-cadre : art. 4

Charte des langues : art. 7.2 :

Rien à mentionner.

k. Sensibilisation à la langue et à la culture italiennes, tolérance, éducation et dialogue interculturels

Convention-cadre : art. 6.1, 12.1, 12.2

Charte des langues : art. 7.3

Rien à mentionner.

l. Libertés (réunion pacifique, association, expression de pensée, conscience, religion)

Convention-cadre : art. 7 et 8

Rien à mentionner.

m. Accès à l'éducation

Convention-cadre : art. 12.3

Rien à mentionner.

3. Romanche

Compétence générale OFC

Indiquer les mesures prises afin de mettre en œuvre la Charte et la Convention-cadre, et indiquer le cas échéant en quoi ces mesures répondent aux **recommandations** formulées précédemment par le Comité d'Experts de la Charte →OFC et le Comité consultatif de la Convention-cadre→ **DDIP HSP**

Indiquer les développements des **bases légales** et de la **jurisprudence** le cas échéant

a. Mécanismes de participation, d'information, de sensibilisation (sur la Charte et la Convention-cadre en général) et de consultation

DDIP/HSP : renvois aux chapitres I.2 et II. ci-dessus.

b. Politique, législation et pratique linguistiques⁵

Convention-cadre : art. 5, 9, 10, 11, 12, 16

Charte des langues : art. 7.1.a, b, c, d, e (échanges linguistiques nationaux)

OFC: présenter les résultats du rapport d'évaluation du zda, les recommandations et les démarches prises pour les mettre en œuvre (contrat de prestations), en particulier en lien avec la LR et l'ANR/FMR et le romanche.

Graubünden : die Entwicklungen im kantonalen Sprachgesetz und bei den diesbezüglichen Praktiken, insbesondere in Bezug auf das **Rätoromanische**, darstellen.

c. Enseignement

Convention-cadre : art. 12.3, 13, 14

Charte des langues : art. 7.1.f, g, h; 8.1a (i), a (iv), b (i), c (i), c (ii), d (i), d (iii), e (ii), f (i), f (iii), g, h, i:

Graubünden : Darstellung der aktuellen Situation in Bezug auf den Romanischunterricht in den romanischsprachigen Gemeinden und in den zweisprachigen Gemeinden, einschliesslich des Kompromisses bezüglich Idiome / Rumantsch grischun (vgl. § 83 und § 84 des Berichts des Expertenkomitees der Charta).

Folgende Massnahmen darstellen:

- Wie wird die Ausbildung in romanischer Sprache im Kanton gefördert?
- Wie wird die Qualität der Lehrerbildung auf Primar- und auf Sekundarstufe I und II gefördert (vgl. § 85 des Berichts des Expertenkomitees der Charta)?
- Wie wird im Kanton ein Dialog über den romanischen Sprachunterricht auf Sekundarstufe II initiiert (vgl. Viertes Gutachten, Nr. 101)?

d. Justice

Convention-cadre : art. 10.3

Charte des langues : art. 7.1.d; 9.1.a (i), a (ii), a (iii), b (i), b (ii), b (iii), c (i), c (ii), d; 9.2.a; 9.3:

Recommandation du Comité des Ministres concernant la Convention-cadre (Vgl. auch Viertes Gutachten Nr. 88-89):

« *Envisager, lorsque les autorités le jugent pertinent, et en concertation avec les représentants des minorités concernées, la traduction dans d'autres langues nationales des principaux arrêts du Tribunal fédéral concernant les droits des personnes appartenant aux minorités nationales* ».

ChF Giuanna Caviezel/GAG + DDIP/HSP : discussions de la Chancellerie fédérale avec le Tribunal fédéral au sujet de la traduction d'arrêts **en romanche** (cf. 4^{ème} Avis no. 88).

Recommandation du Comité des Ministres sur la mise en œuvre de la Convention-cadre :

« *bei Aktivitäten des Alltags, Informationskampagnen, in Justiz und Verwaltung im Kanton Graubünden/Grischun/Grigioni vermehrt die Verwendung der Minderheitssprachen fördern* » (Vgl. auch § 55 und 86 des Berichts des Expertenausschusses der Charta)

Graubünden: das Ausmass, in dem das Romanische vor den Justizbehörden verwendet wird, angeben und die aktuelle Situation in dieser Hinsicht darstellen.

e. Autorités administratives (fédérales, cantonales, communales) et services publics

Convention-cadre : art. 10.2, 11.1, 11.3

⁵ Y compris les développements relatifs aux **bases légales** et à la **jurisprudence**, aux évolutions récentes concernant les langues et minorités nationales linguistiques.

Verwendung von Minderheitensprachen auf der Ebene der Verwaltung und der öffentlichen Dienste im Kanton Graubünden:

Recommandation du Comité des Ministres concernant la Convention-cadre (Vgl. auch Viertes Gutachten Nr. 91 + 93) :

« *bei Aktivitäten des **Alltags, Informationskampagnen, in Justiz und Verwaltung im Kanton Graubünden/Grischun/Grigioni** vermehrt die Verwendung der Minderheitssprachen fördern* ».

Recommandation du Comité consultatif de la Convention-cadre (Viertes Gutachten Nr. 107):

«*Der Beratende Ausschuss ruft die Behörden des Bundes und der Kantone auf, weitere Aktivitäten zur Sensibilisierung für die sprachlichen Rechte von Angehörigen nationaler Minderheiten **in den kantonalen Verwaltungen** der zwei- und dreisprachigen Kantone, auch **bei den Vertretern der Justiz**, zu erwägen* ».

Graubünden:

die Massnahmen angeben, die als Reaktion auf diese Empfehlungen ergriffen wurden (vgl. 4. Stellungnahme, Nr. 91, sowie § 59 und § 87 des Berichts des Expertenkomitees der Charta), insbesondere in Bezug auf:

- den Zugang zu Dokumenten der Kantonsverwaltung und des Kantonsparlaments in romanischer Sprache;
- die Übersetzung von institutionellen Websites ins Rätoromanische;
- die Übersetzung von Informationskampagnen (Gesundheit, Sport usw.) ins Rätoromanische;
- den Zugang zu Notfalldiensten auf Rätoromanisch;
- die Verwendung des Rätoromanischen durch romanischsprachige und zweisprachige Gemeinden;
- die Ausbildungsmöglichkeiten in Rätoromanisch für das Verwaltungspersonal;
- die geplanten Gemeindefusionen, die Auswirkungen auf den Gebrauch der rätoromanischen Sprache im öffentlichen Leben und den Unterricht der neuen Gemeinden haben könnten (§ 61 des Berichts des Expertenkomitees der Charta).

Topografische Angaben:

Recommandation du Comité consultatif de la Convention-cadre (Viertes Gutachten Nr. 96 + 94-95) :

«*Der Beratende Ausschuss ruft die Behörden des Bundes und der Kantone auf, die Verwendung von zwei- oder dreisprachigen topografischen Angaben in den zwei- oder dreisprachigen Kantonen oder Gemeinden zu fördern, namentlich durch die Ausweitung der rechtlichen Möglichkeiten zum Anbringen solcher Schilder in Gebieten, die traditionell von Angehörigen von Sprachminderheiten bewohnt werden, im Einklang mit den Bestimmungen von Artikel 11 des Rahmenübereinkommens*».

Graubünden: Entwicklungen in der Praxis zweisprachiger Gemeinden (abweichend von der Sprachenverordnung) bei topografischen Schildern und Aufschriften (vgl. Vierter Bericht, Nr. 94). **Verweis auf oben IV.1.e über Italienisch.**

+ Union des villes suisses UVS et Association des Communes Suisses ACS

f. Médias en langues minoritaires / taux de représentation des minorités au sein du « personnel » des médias concernés / représentation des minorités dans les contenus produits par les médias

Convention-cadre : art. 6, 9

Charte des langues : art. 7.1.d ; 11.1.a (i), e (i), g, 11.2, 11.3

Recommandations du Comité consultatif de la Convention-cadre :

« [...] *Zudem ermutigt der Beratende Ausschuss die Bundes- und kantonalen Behörden, die Herausgabe und Verbreitung der rätoromanischsprachigen Medien, insbesondere der Tageszeitung La Quotidiana, und der italienischsprachigen Medien weiter zu unterstützen* » (Viertes Gutachten no. 82 + 84).

Graubünden + OFC: Vorstellung der neuen Massnahmen zur Unterstützung der romanischsprachigen Medien im Kanton Graubünden (Schaffung des FMR, Zusammenarbeit mit der RTR, erste Beurteilung) (vgl. § 67 und § 88 des Berichts des Expertenkomitees der Charta).

Graubünden : die Informationen über das Medienangebot der RTR und der lokalen Presse aktualisieren, falls nötig in Zusammenarbeit mit den betroffenen Institutionen (vgl. § 88 des Berichts des Expertenkomitees der Charta).

g. Activités et équipements culturels

Convention-cadre : art. 5.1, 15

Charte des langues : art. 7.1.d; 12.1.a, b, c, d, e, f, g, h, 12.2, 12.3

Rien à mentionner.

h. Vie économique et sociale

Convention-cadre : art. 15

Charte des langues : art. 7.1.d, 13.1.d, 13.2.b

Graubünden: die aktuelle Situation bezüglich der Verwendung des Rätoromanischen im wirtschaftlichen und sozialen Leben darstellen (vgl. § 90 des Berichts des Expertenkomitees der Charta).

i. Echanges transfrontaliers/coopération internationale

Convention-cadre : art. 17, 18

Charte des langues : art. 7.1.i, 14a, b

Rien à mentionner.

j. Lutte contre les discriminations

Convention-cadre : art. 4

Charte des langues : art. 7.2 :

Rien à mentionner

k. Sensibilisation à la langue et à la culture romanches, tolérance, éducation et dialogue interculturels

Convention-cadre : art. 6.1, 12.1, 12.2

Charte des langues : art. 7.3

Graubünden : wenn es neue Informationen gibt, bitte aktualisieren.

l. Libertés (réunion pacifique, association, expression de pensée, conscience, religion)

Convention-cadre : art. 7 et 8

Rien à mentionner.

m. Accès à l'éducation

Convention-cadre : art. 12.3

Rien à mentionner.

4. Français

Compétence générale OFC

*Indiquer les mesures prises afin de mettre en œuvre la Charte et la Convention-cadre, et indiquer le cas échéant en quoi ces mesures répondent aux **recommandations** formulées précédemment par le Comité d'Experts de la Charte → OFC et le Comité consultatif de la Convention-cadre → DDIP HSP*

*Indiquer les développements des **bases légales** et de la **jurisprudence** le cas échéant*

a. Mécanismes de participation, d'information, de sensibilisation (sur la Charte et la Convention-cadre en général) et de consultation

DDIP HSP : renvois aux titres I.2 et II.

b. Politique, législation et pratique linguistiques⁶

Convention-cadre : art. 5, 9, 10, 11, 12, 16

⁶ Y compris les développements relatifs aux bases légales et à la jurisprudence, aux évolutions récentes concernant les langues et minorités nationales linguistiques.

Recommandation 1 du Comité des Ministres concernant la Charte:

« Le Comité des Ministres recommande aux autorités suisses d'adopter une législation cantonale et/ou locale sur l'emploi public du **français** et de l'allemand dans les communes où ce sont des langues minoritaires ».

Recommandation du Comité d'experts de la Charte (cf. § 30 du rapport du Comité d'experts) :

« Le comité d'experts encourage les autorités suisses à adopter une législation cantonale et/ou communale sur l'emploi et la promotion **du français** et de l'allemand dans la vie publique au niveau local dans les cantons où ces langues constituent localement des langues minoritaires traditionnelles ou majoritaires ».

OFC et canton de Berne + canton de Fribourg + canton du Jura : répondre à la recommandation sur la mise en place d'une législation spécifique

Canton de Berne:

- Présenter le bilan de la mise en place de la commission d'experts chargée d'évaluer la situation du bilinguisme dans le canton, les recommandations et la mise en œuvre actuelle (cf. §37 du rapport du comité d'experts de la Charte).
- Présenter la situation actuelle de l'utilisation et de la promotion du français au sein du canton et les développements en termes de législation (s'il y en a), cf. §26 du rapport du comité d'experts de la Charte.

Recommandation du Comité d'experts de la Charte (cf. chapitre 2.4.2 du rapport du Comité d'experts de la Charte):

« Le comité d'experts recommande aux autorités suisses d'adopter une législation cantonale et/ou locale sur l'emploi du **français** auprès du public dans la **commune de Murten/Morat** (canton de Fribourg/Freiburg) et d'élaborer, dans le cadre de l'exécution de l'Ordonnance sur le soutien aux initiatives en faveur du bilinguisme », une stratégie de promotion du français **à Murten/Morat** ».

Canton de Fribourg et commune de Morat :

- Répondre à la recommandation sur l'utilisation du français dans la commune de Morat et sur la mise en place d'une éventuelle stratégie de promotion du français.
- Présenter, en collaboration avec les autorités de **Morat**, la situation actuelle dans la commune de Morat (cf. §24, §30, §92 du rapport du Comité d'experts de la Charte).
- Présenter un bref bilan de la mise en œuvre de l'ordonnance sur le soutien aux initiatives en faveur du bilinguisme (§38 du rapport du Comité d'experts de la Charte) et les développements en termes de législation (s'il y en a).

c. Enseignement

Convention-cadre: art. 12.3, 13, 14

Charte des langues : art. 7.1.f, g, h; 8.1a (i), a (iv), b (i), c (i), c (ii), d (i), d (iii), e (ii), f (i), f (iii), g, h, i:

Canton de Fribourg et commune de Morat:

- Présenter les éventuelles nouveautés en termes d'enseignement du français et d'enseignement bilingue dans les communes à la frontière linguistique et dans le système scolaire cantonal. Présenter aussi les projets en lien avec les échanges scolaires à l'intérieur du canton.
- Présenter les évolutions dans l'enseignement du français dans la commune de **Morat** (cf. §44 du rapport du Comité d'experts de la Charte) et les difficultés et oppositions à la suite de la fusion du cercle de Cressier avec celui de Morat.

Canton de Berne: Présenter les éventuelles nouveautés en termes d'enseignement du français et d'enseignement bilingue dans les communes à la frontière linguistique et dans le système scolaire cantonal. Présenter aussi les projets en lien avec les échanges scolaires à l'intérieur du canton.

d. Justice

Convention-cadre: art. 10.3

Charte des langues : art. 7.1.d; 9.1.a (i), a (ii), a (iii), b (i), b (ii), b (iii), c (i), c (ii), d; 9.2.a; 9.3:

Rien à mentionner.

e. Autorités administratives (fédérales, cantonales, communales) et services publics

Convention-cadre : art. 10.2, 11.1, 11.3

Charte des langues : art. 7.1.d; 10.1.a (i), b, c, 10.2.a, b, c, d, e, f, g, 10.3. a ; 10.4.a, b, c, 10.5

Au plan cantonal et communal:

Recommandation du Comité consultatif de la Convention-cadre (4^{ème} Avis no. 107):

« *Le Comité consultatif appelle les autorités fédérales et cantonales à examiner l'opportunité de mener de nouvelles actions de sensibilisation sur les droits linguistiques des personnes appartenant aux minorités nationales dans les administrations cantonales des cantons **bilingues** ou **trilingues**, y compris auprès des membres de l'ordre judiciaire* ».

OFC : présenter les possibilités en lien avec la Loi sur les langues et avec la convention-programme conclue avec les cantons plurilingues.

Canton de Berne: décrire le cas échéant les mesures et actions de sensibilisation aux droits des francophones dans l'administration cantonale et l'ordre judiciaire.

Canton de Fribourg : présenter les développements liés à la fusion de Morat avec les communes limitrophes et les conséquences sur l'usage du français dans la vie publique (§65 et §92 du rapport du Comité d'experts de la Charte).

Indications topographiques:

Recommandation du Comité consultatif de la Convention-cadre (4^{ème} Avis no. 96 + 94-95):

« *Le Comité consultatif appelle les autorités fédérales et cantonales à promouvoir l'usage d'indications topographiques bilingues ou trilingues dans les cantons ou les communes bilingues ou trilingues, notamment en étendant les possibilités juridiques d'implanter ces panneaux dans les zones traditionnellement habitées par des personnes appartenant aux minorités linguistiques, conformément aux dispositions de l'article 11 de la Convention-cadre*».

OFROU : indiquer les bases légales actuelles et les mesures de financement à disposition pour mettre en place des panneaux routiers bilingues dans les communes sises à la frontière linguistique (cf. §60 du rapport du Comité d'experts de la Charte).

Canton de Berne et canton de Fribourg : présenter les mesures prises pour avoir des panneaux bilingues pour les communes et les panneaux autoroutiers (notamment à Bienne) (cf. aussi §60 du rapport du Comité d'experts de la Charte).

f. Médias en langues minoritaires / taux de représentation des minorités au sein du « personnel » des médias concernés / représentation des minorités dans les contenus produits par les médias

Convention-cadre : art. 6, 9

Charte des langues : art. 7.1.d ; 11.1.a (i), e (i), g, 11.2, 11.3

Rien à mentionner.

g. Activités et équipements culturels

Convention-cadre : art. 5.1, 15

Charte des langues : art. 7.1.d; 12.1.a, b, c, d, e, f, g, h, 12.2, 12.3

Recommandation Comité d'experts de la Charte (cf. §69 et §92 du rapport):

« *Le Comité d'experts de la Charte encourage les autorités à jouer un rôle plus actif dans le lancement d'activités culturelles en **français** et en **allemand** dans les communes concernées* ».

Canton de Fribourg et commune de Morat : répondre à cette question en particulier en ce qui concerne la commune de **Morat**.

Canton de Berne : répondre à cette question en particulier en ce qui concerne les communes de **Biel/Bienne** et les communes des arrondissements du **Jura Bernois et du Seeland**.

h. Vie économique et sociale

Convention-cadre : art. 15

Charte des langues : art. 7.1.d, 13.1.d, 13.2.b

Recommandation du Comité d'experts de la Charte (cf. chapitre 2.4.2 du rapport du Comité d'experts de la Charte):

« Le Comité d'experts de la Charte recommande de créer un organe chargé de conseiller les autorités du **canton de Fribourg/Freiburg** sur toutes les questions ayant trait au français en tant que langue minoritaire ».

OFC et Canton de Fribourg : répondre à cette recommandation.

Canton de Berne : présenter les mesures prises pour renforcer les compétences linguistiques en français du personnel hospitalier (§71 du rapport du Comité d'experts de la Charte).

i. Echanges transfrontaliers/coopération internationale

Convention-cadre : art. 17, 18

Charte des langues : art. 7.1.i, 14a, b

Rien à mentionner.

j. Lutte contre les discriminations

Convention-cadre : art. 4

Charte des langues : art. 7.2 :

Canton de Berne: développements à signaler?

k. Sensibilisation à la langue et à la culture françaises, tolérance, éducation et dialogue interculturels

Convention-cadre : art. 6.1, 12.1, 12.2

Charte des langues : art. 7.3

Rien à mentionner.

l. Libertés (réunion pacifique, association, expression de pensée, conscience, religion)

Convention-cadre : art. 7 et 8

Rien à mentionner.

m. Accès à l'éducation

Convention-cadre : art. 12.3

Rien à mentionner.

5. Allemand

Compétence générale OFC

Indiquer les mesures prises afin de mettre en œuvre la Charte et la Convention-cadre, et indiquer le cas échéant en quoi ces mesures répondent aux **recommandations** formulées précédemment par le Comité d'Experts de la Charte → **OFC** et le Comité consultatif de la Convention-cadre → **DDIP HSP**

Indiquer les développements des **bases légales** et de la **jurisprudence** le cas échéant

a. Mécanismes de participation, d'information, de sensibilisation (sur la Charte et la Convention-cadre en général) et de consultation

DDIP HSP : renvois aux titres I.2 et II.

b. Politique, législation et pratique linguistiques⁷

Convention-cadre : art. 5, 9, 10, 11, 12, 16

Charte des langues : art. 7.1.a, b, c, d, e (échanges linguistiques nationaux)

Recommandation no 1 du Comité des Ministres concernant la Charte:

« Le Comité des Ministres recommande aux autorités suisses d'adopter une législation cantonale et/ou locale sur l'emploi public du français et de **l'allemand** dans les communes où ce sont des langues minoritaires ».

Recommandation du Comité d'experts de la Charte (cf. § 30 du rapport du Comité d'experts):

« Le Comité d'experts encourage les autorités suisses à adopter une législation cantonale et/ou communale sur l'emploi et la promotion du français et de **l'allemand** dans la vie publique au

⁷ Y compris les développements relatifs aux bases légales et à la jurisprudence, aux évolutions récentes concernant les langues et minorités nationales linguistiques.

niveau local dans les cantons où ces langues constituent localement des langues minoritaires traditionnelles ou majoritaires

Recommandation du Comité d'experts de la Charte (cf. chapitre 2.5.2 du rapport du Comité d'experts de la Charte) :

« Le Comité d'experts recommande aux autorités suisses d'adopter une législation cantonale et/ou locale sur l'emploi **de l'allemand** auprès du public où l'allemand est une langue minoritaire ».

OFC et canton de Fribourg + canton du Valais + canton du Jura : répondre à la recommandation sur la mise en place d'une législation spécifique et sur la difficulté du dossier vu le principe de territorialité très marqué en Suisse (cf. §28-30, 92-100 du rapport du Comité d'experts de la Charte).

Canton de Fribourg :

- Présenter un bref bilan de la mise en œuvre de l'ordonnance sur le soutien aux initiatives en faveur du bilinguisme (§38 du rapport du Comité d'experts de la Charte) et les développements en termes de législation (s'il y en a) (faire référence au chapitre précédent IV.4. b. au sujet du français).
- Présenter la situation actuelle de l'utilisation et de la promotion de l'allemand au sein des arrondissements bilingues/francophones et les développements en termes de législation (s'il y en a) (cf. §23, §24, §41, §93-95 du rapport du Comité d'experts de la Charte).

Canton de Berne:

- Présenter le bilan de la mise en place de la commission d'experts chargée d'évaluer la situation du bilinguisme dans le canton, les recommandations et la mise en œuvre actuelle et prendre position sur la demande des germanophones de l'arrondissement administratif du Jura bernois d'officialiser leur bilinguisme (cf. §26, §37, §97 du rapport du Comité d'experts de la Charte).
- Présenter la situation actuelle de l'utilisation et de la promotion de l'allemand au sein des arrondissements bilingues/francophones et les développements en termes de législation (s'il y en a).

Canton du Valais : Présenter les évolutions en lien avec la révision de la Constitution (cf. §26, §34, §93, §99 du rapport du Comité d'experts de la Charte).

Cantone Ticino + Bosco Gurin

Qui di seguito sono presentate le misure prese dall'ultimo ciclo per promuovere il tedesco nel comune di **Bosco Gurin**. Queste misure sono state sottoposte al Comune di Bosco Gurin che ha espresso le sue osservazioni (riportate in calce).

Nel 7° Rapporto della Svizzera, il Cantone Ticino sottolineava come a livello demografico la tendenza nel corso degli ultimi decenni (dal 1990 in poi) sia stata quella di una progressiva riduzione della presenza germanofona. Nel 2019 a Bosco Gurin erano registrati 49 residenti (dati della Sezione enti locali del Cantone Ticino, <https://www4.ti.ch/di/sel/comuni/dati-finanziari/>). Gli ultimi dati demolinguistici disponibili a livello comunale risalgono però al 2000 e non sono disponibili dati più recenti sulle lingue principali e le lingue parlate a livello comunale o per lo meno distrettuale. Lacunosi su questo aspetto sono anche i dati rilevati tramite la statistica degli allievi. Una eventuale misura adottabile potrebbe essere quella di realizzare un'inchiesta ad hoc sulle competenze linguistiche e il fabbisogno linguistico presso la popolazione della regione interessata. Il Cantone Ticino resta del parere che, accanto al processo aggregativo (vedi punto 5e del presente rapporto), le misure più incisive e strutturali debbano essere di natura economica, finalizzate in particolare a riorientare l'economia regionale verso il settore del turismo estivo e invernale.

Misure di carattere legislativo (cfr. §27 del rapporto di esperti)

Il regolamento Comune di Bosco Gurin è conforme, compendia e integra la Legge organica comunale del 1987 decretata dal Gran Consiglio ticinese. In detto Regolamento il Comune di Bosco Gurin (art. 2, b "Lingua e cultura") riconosce la presenza tradizionale del tedesco e del dialetto Ggurijnartitsch. Sancisce inoltre che, "Nel rispetto delle proprie competenze e del diritto superiore, il Comune salvaguarda e promuove l'uso orale e scritto della lingua tedesca (dialetto e tedesco standard) sia nell'ambito pubblico che in quello privato" (https://www.bosco-gurin.ch/files/REGOLAMENTO_COMUNALE.pdf).

A seguito del Regolamento, il 21 dicembre 2018 l'Assemblea comunale di Bosco Gurin ha adottato la "Carta per il Comune di Bosco Gurin per la promozione della lingua tedesca (Ggurijnartitsch e

tedesco standard)” [in seguito Carta], redatta e pubblicata nel sito del comune in italiano e tedesco (https://www.bosco-gurin.ch/files/CARTA_LA_PROMOZIONE DELLA LINGUA TEDSCA.pdf). Scopo della Carta è “preservare anche per le generazioni future il patrimonio storico, culturale e ambientale che contraddistingue il villaggio e mantenere il necessario e fondante spirito identitario e autonomo”. La Carta riconosce di “fondamentale importanza l’aspetto legato alla promozione della lingua, questo a prescindere dal fatto che il Comune di Bosco Gurin è un Comune del Cantone Ticino che ha quale lingua ufficiale l’italiano (Art. 1 Costituzione cantonale)”. Mediante la Carta, il Comune di Bosco Gurin “dichiara di voler applicare alla lingua tedesca a Bosco Gurin tutte le misure previste dalla predetta Carta Europea che rientrano nelle sue competenze e si impegna a promuovere di fronte alle autorità del Canton Ticino e della Confederazione l’attuazione di tutte le altre misure a favore della lingua tedesca a Bosco Gurin”.

Misure di carattere culturale e linguistico

Per quanto riguarda gli aspetti culturali e linguistici (cfr. in particolare le sollecitazioni su misure di carattere proattivo a sostegno del tedesco nei §40 e §100 del rapporto del gruppo di esperti), si ribadisce la disponibilità del Cantone a sostenere nuovi interventi in ambito culturale a promozione della lingua e cultura walser, purché si possano identificare interlocutori locali capaci di gestire tali attività in maniera durevole. Un contatto regolare avviene già tramite il Centro di dialettologia e di etnografia (CDE), che gestisce i rapporti con i musei etnografici regionali, tra cui la Walserhaus.

Il sostegno finanziario all’Associazione e Museo Walserhaus è stato confermato per il quadriennio 2019–2022. Nel Contratto di prestazione 2019-2022 l’importo annuale è stato leggermente aumentato: da 40 a 42mila CHF). Nel 2018 era stato deliberato un finanziamento straordinario per la ristrutturazione degli spazi museali, completata a fine 2019.

Si continua a ritenere che il sostegno agli strumenti di documentazione della lingua e della cultura, pur non potendo incidere su aspetti di natura socio-economica, restino una misura utile per la promozione e conoscenza del territorio e della lingua e cultura walser. In quest’ottica il Cantone Ticino continua quindi nel sostegno alle pubblicazioni. Dopo la pubblicazione curata da Emily Gerstner-Hirzel, Museum Walserhaus di “Aus der Mundart von Gurin. Voci del dialetto di Bosco Gurin” (Armando Dadò Editore, 2014), il Cantone ha deciso di sostenere il completamento di quest’opera, che prevede, dopo il vocabolario dei sostantivi, il repertorio dei verbi del dialetto walser: il versamento del contributo cantonale sarà fatto nel 2023 a consuntivo (Info da Paola Costantini: finanziamento per il vocabolario di Bosco Gurin).

Presenza di posizione del Comune di Bosco Gurin, condivisa dalle autorità comunali con la signora Cristina Della Pietra, curatrice della Walserhaus Gurin.

“Riteniamo che il contenuto del rapporto vada bene, proporremmo di fare aggiungere i seguenti aspetti:

- È in fase di attuazione la denominazione delle vie di Bosco Gurin in tedesco di Gurin (Ggurijnartitsch);
- Uno degli obiettivi del progetto di aggiornamento dell’infrastruttura tecnica e modernizzazione del concetto espositivo del Museo Walserhaus, era proprio quello di conferire maggiore visibilità all’idioma locale, in particolare offrendo al visitatore la possibilità di avvicinarsi attraverso la lettura e l’ascolto di testi scritti e registrati.
- Da parte dell’Associazione Walserhaus e del Comune, prosegue la collaborazione con l’Associazione Internazionale per la cultura Walser (IVfW), si segnalano in particolare i due progetti:
- Completamento del Sentiero Walser, in particolare collegamento tra il Vallese e il Grigioni, attraverso il Ticino (progetto sostenuto anche dal Comune di Cevio, nonché dall’OTLMV).
- Progetto transnazionale per la proposta di una candidatura della cultura Walser nell’inventario dei beni immateriali dell’UNESCO”.

Canton du Jura + Gemeinde Ederswiler: Présenter les évolutions législatives et les mesures prises pour favoriser l’usage de l’allemand dans la commune **d’Ederswiler** et dans d’autres communes à majorité germanophone (cf. §25, §39, §96 du rapport du Comité d’experts de la Charte).

c. Enseignement

Convention-cadre: art. 12.3, 13, 14

Charte des langues : art. 7.1.f, g, h; 8.1a (i), a (iv), b (i), c (i), c (ii), d (i), d (iii), e (ii), f (i), f (iii), g, h, i:

Recommandation du Comité d’experts de la Charte (cf. chapitre 2.5.2 du rapport du Comité d’experts de la Charte) :

« Le Comité d'experts de la Charte recommande aux autorités suisses d'assurer un enseignement de l'allemand aux niveaux préscolaire et secondaire dans les communes où il s'agit d'une langue minoritaire ».

Canton de Fribourg + canton du Valais + canton du Jura : répondre à la recommandation et présenter les éventuelles nouveautés en termes d'enseignement de l'allemand et d'enseignement bilingue dans les communes à la frontière linguistique (notamment **Fribourg, Sierre, district de la Broye-Vully**, et dans le système scolaire cantonal. Présenter aussi les projets en lien avec les *échanges scolaires à l'intérieur du canton* (cf. §43-56 du rapport du Comité d'experts de la Charte).

Cantone Ticino + Bosco Gurin: presentare le misure prese per promuovere l'insegnamento del tedesco **a Bosco Gurin e a Cevio** (ved. §50 del rapporto del comitato di esperti della Carta).

Ormai da quasi vent'anni la scuola di Bosco Gurin è chiusa per mancanza di allievi, che fanno capo, per tutte le scuole dell'obbligo (scuole dell'infanzia, elementari e medie) agli istituti di Cevio. Nell'anno scolastico 2018/19 (dati USTAT) nel comune di Bosco Gurin risiedevano in totale 3 allievi (2 alle scuole elementari, 1 alle scuole professionali secondarie a tempo parziale). Nel 7° Rapporto della Svizzera si sottolineava anche come la prevista fusione di tre dei quattro comuni della Val Rovana (Bosco Gurin, Campo Valle Maggia e Cerentino) con il Comune di Cevio (punto 5e del presente rapporto) porterebbe ad avere un Comune più popoloso nel suo complesso, anche rispetto al totale di parlanti e in particolare di allievi germanofoni: questo potrebbe indurre a una riconsiderazione della reintroduzione di corsi supplementari di tedesco e di lingua e cultura walser (che peraltro andrebbero a favore dell'intera popolazione scolastica della regione).

Si segnala qui un'iniziativa, non direttamente rivolta alla promozione dell'insegnamento del tedesco a Bosco Gurin, ma che mira ad agire sugli atteggiamenti e sul rapporto della popolazione residente in Ticino nei confronti della lingua tedesca. Si tratta di "Mitenand", un progetto per un primo incontro con il tedesco per gli allievi delle scuole medie del Canton Ticino. Il progetto - finanziato dall'Ufficio federale della cultura- è coordinato dalla Divisione scuola del DECS, in collaborazione con SUPSI/DFA e OLSI. Il progetto è stato avviato nell'autunno del 2019 e prevede lo sviluppo di materiale didattico, inclusa una gita nel territorio germanofono, da svolgersi verso la fine del primo anno della scuola media del Canton Ticino. Con l'approccio dell'incontro con le lingue – *éveil aux langues/Begegnung mit Sprachen* – si intende avvicinare gli allievi in maniera piacevole e motivante alla realtà germanofona, creando condizioni favorevoli per affrontare l'apprendimento curricolare del tedesco nell'anno scolastico successivo con tranquillità e fiducia. La fase di sperimentazione, prevista a maggio 2020 ha dovuto essere annullata a causa della pandemia e si spera di realizzarla alla fine dell'anno scolastico 2020/21.

d. Justice

Convention-cadre: art. 10.3

Charte des langues : art. 7.1.d; 9.1.a (i), a (ii), a (iii), b (i), b (ii), b (iii), c (i), c (ii), d; 9.2.a; 9.3:

Rien à mentionner.

e. Autorités administratives (fédérales, cantonales, communales) et services publics

Convention-cadre : art. 10.2, 11.1, 11.3

Charte des langues : art. 7.1.d; 10.1.a (i), b, c, 10.2.a, b, c, d, e, f, g, 10.3. a ; 10.4.a, b, c, 10.5

Au plan cantonal et communal:

Recommandation du Comité d'experts de la Charte (cf. chapitre 2.5.2 du rapport du Comité d'experts de la Charte) :

« Le Comité d'experts recommande de veiller, en cas de regroupement de communes, à la préservation de la réglementation et des pratiques locales en faveur de l'allemand ou à l'instauration de mesures de ce type, comme pour **Bosco Gurin** et le **Grand Fribourg/Grossfreiburg** ».

Canton de Fribourg : prendre position au sujet de cette recommandation, en particulier en présentant la situation actuelle du projet de fusion de **Fribourg** et les expériences faites à **Courtepin** et en indiquant dans quelle mesure les autorités communales et cantonales utilisent les langues minoritaires dans leur communication avec les locuteurs germanophones (cf. §24 et §64 du rapport du Comité d'experts de la Charte).

Cantons du Jura : prendre position à la recommandation, en particulier en présentant la situation actuelle des projets de fusions de communes **d'Ederswiler** et les communes voisines et en indiquant dans quelle mesure les autorités communales et cantonales utilisent les langues minoritaires dans leur communication avec les locuteurs germanophones (cf. §25 et §63 du rapport du Comité d'experts de la Charte).

Canton de Berne et canton du Valais : présenter un état actuel de la situation en indiquant dans quelle mesure les autorités communales et cantonales utilisent les langues minoritaires dans leur communication avec les locuteurs germanophones.

Cantone Ticino: Si presenta qui di seguito la situazione attuale della fusione tra il comune di **Bosco Gurin** e i comuni limitrofi, italo-foni, e le conseguenze sull'uso del tedesco (§62 del rapporto del comitato di esperti della Carta).

Il processo di aggregazione è tutt'ora in corso ma non ha subito avanzamenti significativi dall'ultimo rapporto; recentemente il processo è stato complicato da aspetti e situazioni estranee allo stesso, sia di natura economica sia di natura sanitaria: il rinvio delle elezioni comunali (previste nel 2020) a causa dell'emergenza sanitaria ha giocato un ruolo in tal senso. Le autorità politiche cantonali e comunali sostengono l'aggregazione. Ancora recentemente (febbraio 2020), così si sono espressi ai microfoni della RSI il sindaco di Bosco Gurin; "Il nostro sogno è quello di poter mantenere la nostra cultura e questa può essere una buona occasione per rinforzarla"; e il sindaco di Cevio: "Vogliamo rilanciare la Val Rovana da un punto di vista turistico, ma anche da quello economico e sociale in modo che la valle diventi il nostro secondo gioiellino dopo la Val Bavona". (<https://www.rsi.ch/news/ticino-e-grigioni-e-insubria/Aggregazione-in-Vallemaggia-6363022.html>).

Il processo di aggregazione comunale è posto anche a premessa della "Carta per il Comune di Bosco Gurin per la promozione della lingua tedesca (Ggurijnartitsch e tedesco standard)" sebbene si riconosce che la promozione linguistica e culturale si possa e debba svolgere a prescindere dal processo aggregativo. Questo processo è invece ritenuto rilevante ai fini della politica scolastica quale criterio per decidere o meno dell'implementazione di corsi supplementari di tedesco (punto 5c del presente rapporto).

Recommandation du Comité consultatif de la Convention-cadre (4^{ème} Avis no. 107)

« *Le Comité consultatif appelle **les autorités fédérales et cantonales** à examiner l'opportunité de mener de nouvelles actions de sensibilisation sur les droits linguistiques des personnes appartenant aux minorités nationales dans les administrations cantonales des cantons **bilingues** ou trilingues, y compris auprès des membres de l'ordre judiciaire* » (4^{ème} Avis no. 107).

OFC : présenter les possibilités en lien la Loi sur les langues et avec la convention-programme conclue avec les cantons plurilingues.

Canton de Fribourg: mesures et actions de sensibilisation sur les droits de la minorité germanophone dans l'administration cantonale et l'ordre judiciaire ?

Indications topographiques:

Recommandation du Comité consultatif de la Convention-cadre (4^{ème} Avis no. 96 + 94-95):

« *Le Comité consultatif appelle les autorités fédérales et cantonales à promouvoir l'usage d'indications topographiques bilingues ou trilingues dans les cantons ou les communes bilingues ou trilingues, notamment en étendant les possibilités juridiques d'implanter ces panneaux dans les zones traditionnellement habitées par des personnes appartenant aux minorités linguistiques, conformément aux dispositions de l'article 11 de la Convention-cadre*».

OFROU : indiquer les bases légales actuelles et les mesures de financement à disposition pour mettre en place des panneaux routiers bilingues dans les communes sises à la frontière linguistique (cf. §60 du rapport du comité d'experts de la Charte). **Renvoi à ci-dessus, chapitre IV. 4. E concernant le français**

Canton de Fribourg: développements au sujet des indications et panneaux topographiques en allemand, notamment à la gare de **Fribourg**.

f. Médias en langues minoritaires / taux de représentation des minorités au sein du « personnel » des médias concernés / représentation des minorités dans les contenus produits par les médias

Convention-cadre : art. 6, 9

Charte des langues : art. 7.1.d ; 11.1.a (i), e (i), g, 11.2, 11.3

Rien à mentionner.

g. Activités et équipements culturels

Convention-cadre : art. 5.1, 15

Charte des langues : art. 7.1.d; 12.1.a, b, c, d, e, f, g, h, 12.2, 12.3

Recommandation du Comité d'experts de la Charte (cf. §69 et §92 du rapport du comité d'experts de la Charte) :

« *Le Comité d'experts de la Charte encourage les autorités à jouer un rôle plus actif dans le lancement d'activités culturelles en français et en **allemand** dans les communes concernées* ».

Cantons de Fribourg/Berne/Valais/Jura : répondre à cette recommandation.

h. Vie économique et sociale

Convention-cadre : art. 15

Charte des langues : art. 7.1.d, 13.1.d, 13.2.b

Recommandation du Comité d'experts de la Charte (cf. chapitre 2.5.2 du rapport du comité d'experts de la Charte) :

« *Le Comité d'experts de la Charte recommande aux autorités suisses de créer un organe chargé de conseiller les autorités fédérales et cantonales compétentes sur toutes les questions ayant trait à **l'allemand** en tant que langue minoritaire* ».

OFC / Cantons de Fribourg, Valais, Jura : répondre à la recommandation.

Cantons de Fribourg, Valais, Jura : présenter les mesures prises pour renforcer les compétences linguistiques **en allemand** du personnel hospitalier (§71 du rapport du Comité d'experts de la Charte).

i. Echanges transfrontaliers/coopération internationale

Convention-cadre : art. 17, 18

Charte des langues : art. 7.1.i, 14a, b

Rien à mentionner.

j. Lutte contre les discriminations

Convention-cadre : art. 4

Charte des langues : art. 7.2 :

Cantons de Fribourg, Valais, Jura : développements à signaler?

k. Sensibilisation à la langue et à la culture françaises, tolérance, éducation et dialogue interculturels

Convention-cadre : art. 6.1, 12.1, 12.2

Charte des langues : art. 7.3

Rien à mentionner.

l. Libertés (réunion pacifique, association, expression de pensée, conscience, religion)

Convention-cadre : art. 7 et 8

Rien à mentionner.

m. Accès à l'éducation

Convention-cadre : art. 12.3

Rien à mentionner.

6. Autres développements concernant les minorités linguistiques

Si ces éléments n'ont pas été développés plus haut, cette partie peut comprendre des informations générales, non spécifiques à une langue minoritaire, comme la promotion des langues en dehors des zones traditionnelles, le [plurilinguisme dans l'administration fédérale](#), l'usage des langues minoritaires dans les autres cantons plurilingues, les politiques [fédérales relatives aux médias](#) ou les questions relatives aux [échanges linguistiques nationaux](#).

⁸ Veuillez indiquer ici les développements spécifiques, notamment aux autorités fédérales, et qui n'auraient pas été développés plus haut.

Compétence générale OFC
+ DDIP HSP

a. Adoption du Message culture 2021-2024 et du Message FRI

OFC : présenter les développements dans les Message 16-20 et 21-24 en matière de promotion des langues nationales/minoritaires et des échanges scolaires (rester général car les développements sont présentés dans les points ci-dessous).

SEFRI : idem

b. Promotion des échanges scolaires

OFC/movetia : présenter les projets et programmes de movetia, l'augmentation statistique, les projets en lien avec la promotion des langues minoritaires par les échanges (ex : Alp Connectar, Impariamo insieme), etc.

c. Promotion de l'enseignement de l'italien et du romanche en Suisse par les autorités fédérales

Recommandation du Comité des Ministres concernant la Convention-cadre :

« *Das Unterrichten von und den Unterricht in **Italienisch und Rätoromanisch** ausserhalb der Gebiete, in denen die Angehörigen dieser Sprachminderheiten traditionell leben, fördern, namentlich in den grossen Städten; den Dialog mit den Vertreterinnen und Vertretern der betroffenen Minderheiten suchen und den Bedarf der Rätoromanisch- und Italienischsprachigen an Sekundarschulunterricht (Sekundarstufe II) in ihrer Sprache identifizieren* ».

OFC : présenter les résultats de l'évaluation du zda, les priorités du Message culture, les mesures prises, notamment pour l'enseignement de l'italien et du romanche en Suisse.

d. Evolution du plurilinguisme dans l'Administration fédérale (cf. §56 du rapport du Comité d'experts de la Charte)

Recommandation du Comité des Ministres concernant la Convention-cadre :

« [...] *Die Anstrengungen **auf Bundesebene** fortführen, welche für die tatsächliche Gleichstellung der Angehörigen der offiziellen Sprachgemeinschaften sorgen, so dass die Menschen im Verkehr mit der Bundesverwaltung weiterhin ihre eigene Sprache verwenden können* » (vgl. auch Viertes Gutachten Nr. 87 + 89)

Déléguée au plurilinguisme/Nicoletta Mariolini/OFPER : développements au sujet de la promotion du plurilinguisme + la représentation des minorités linguistiques dans l'Administration fédérale, concernant **l'italien, le romanche et le français**.

+ ChF Franco Fomasi

e. Le rôle de la SSR dans la promotion des langues minoritaires en Suisse

OFCEM : présenter les développements récents en lien avec la promotion des langues minoritaires dans les médias, au sein de la SSR et les éventuelles adaptations légales au niveau fédéral qui pourraient avoir un impact avec la mise en œuvre de la Charte et de la Convention-cadre en Suisse (cf. aussi §68 du rapport du Comité d'experts de la Charte).

f. Recherche dans le domaine du plurilinguisme (cf. §54 du rapport du Comité d'experts de la Charte)

OFC : présenter l'état actuel des travaux du CSP de Fribourg et d'autres institutions de promotion de la recherche sur le plurilinguisme en Suisse.

g. Enseignement des langues nationales à l'école

CDIP : présenter les évolutions actuelles et l'adoption de recommandations / stratégies.

h. Fusion de communes dans les Grisons

Recommandation du Comité consultatif de la Convention-cadre (Viertes Bericht Nr. 122-123):

«Der Beratende Ausschuss ruft die kantonalen Behörden in den zwei- und dreisprachigen Kantonen auf, sicherzustellen, dass bei einer Fusion von Verwaltungseinheiten die Vertreterinnen und Vertreter aller Gemeinschaften Gehör finden und dass die Rechte der Angehörigen von Sprachminderheiten infolge der Gebiets- und Verwaltungsreform nicht eingeschränkt werden. Er fordert die kantonalen und kommunalen Behörden auf, bei Bedarf und in Absprache mit den Vertreterinnen und Vertretern dieser Gemeinschaften die Mehrsprachigkeit im gesamten Gebiet der neuen mehrsprachigen Einheiten zu fördern und zu schützen».

Graubünden:

- Geplante Gemeindefusionen, die Auswirkungen auf Italienisch und Rumantsch im öffentlichen Leben und den Unterricht in den neuen Gemeinden haben (vgl. auch § 61 des Berichts des Expertenkomitees der Charta).
- Situation und Aktualisierungen in **Ilanz/Glion**

i. Arrêts du Tribunal fédéral concernant l'utilisation des langues

Service juridique OFC/Daniel Zimmermann: rechercher et lister les arrêts du Tribunal fédéral (se référer au 7^e rapport de la Suisse en application de la Charte, Partie I chapitre 2.5).

V. Les autres minorités nationales ethniques, culturelles ou religieuses (Convention-cadre)

1. Les Yéniches et Sinti/Manouches

**Compétence générale OFC
+ DDIP/HSP**

a. Le Plan d'action "Yéniches, Sinti et Roms"

Recommandation du Comité des Ministres concernant la Convention-cadre :

« Mettre en œuvre dans les meilleurs délais les mesures préconisées par le Plan d'action de la Confédération sur les Yéniches, les Sinti/Manouches et les Roms ».

OFC HAF: développements à ce sujet, de manière générale (développements spécifiques dans les chapitres ci-dessous).

b. La promotion de la langue yéniche

Convention-cadre: art. 5
Charte : art. 7

OFC/HAF: donner des indications sur les projets en cours visant à promouvoir la langue yéniche dans l'enseignement (projet de manuel historique de la RG) et les médias.

c. La promotion des arts et de la culture des Yéniches et des Sintis/Manouches

Convention-cadre : art. 5

Recommandation du Comité des Ministres concernant la Convention-cadre :

« Consacrer le soutien financier nécessaire, au terme de procédures accessibles, impartiales et transparentes, à des projets ayant pour objectif la préservation et le développement des identités et des cultures des personnes ayant des modes de vie itinérants, y compris en assurant à la Fondation « Assurer l'avenir des Gens du voyage suisses » des moyens financiers et humains suffisants pour accomplir sa mission et toucher les communautés concernées ».

OFC HAF + Fondation Assurer l'avenir des gens du voyage suisses:

- développements/actualisations dans la gestion et l'allocation par la Fondation du fonds culturel (cf. critiques dans le 4^{ème} Avis du Comité consultatif, no. 42)
- indications sur les projets culturels soutenus depuis 2017.
- contenu du Message culture 2021-2024 pour le soutien des projets culturels des Yéniches et Sinti/Manouches.

d. La lutte contre les discriminations à l'égard des Yéniches et Sintis/Manouches

Convention-cadre : art. 4

Recommandations du Comité des Ministres concernant la Convention-cadre:

« Sensibiliser le grand public aux modes de vie des personnes itinérantes.

Intensifier les efforts, au niveau fédéral, pour soutenir les projets de sensibilisation visant à combattre les préjugés contre les modes de vie itinérants des Yéniches et des Sinti/Manouches [..]

Faciliter l'accès à la justice des personnes appartenant aux minorités nationales victimes de pratiques discriminatoires, notamment en s'efforçant de reconnaître aux organisations non gouvernementales la qualité pour agir en vue de l'intérêt général et la capacité à représenter les droits et intérêts de ces victimes ».

SLR: Enquête Omnibus 2019 « mode de vie nomade ». But de sensibilisation de la population majoritaire.

DDIP/HSP: Qualité pour agir reconnue à l'association Yéniche Schäft quant par le Tribunal fédéral dans les arrêts au sujet de la loi neuchâteloise sur le stationnement nomade + à Radgenossenschaft der Landstrasse au sujet de la nouvelle loi de police du canton de Berne.

Recours aussi introduits par des ONG mais légitimation active pas reconnue. Développements/projets législatifs concernant la qualité pour agir des associations? Voir les explications à ce sujet dans les Observations de 2019 et voir avec **OFJ**.

Canton de Berne + Commission fédérale contre le racisme CFR/AKW: Campagnes d'affichages des Jeunes UDC bernois au sujet des Gens du voyage + condamnations pénales à ce sujet: jugement Obergericht décembre 2019 + arrêt du Tribunal fédéral?

Canton de Bâle-Ville: Cas du président des Jeunes UDC bernois membre de la police de Bâle-Ville?

Canton de Berne + Fondation Assurer l'avenir des Gens du voyage suisses + OFC/HAF + SLR: Votation du crédit pour l'aire de transit Wileroltigen. Avant la votation, campagne de sensibilisation par les autorités cantonales bernoises et fédérales.

Commission fédérale contre le racisme CFR/AKW: Depuis le 4ème rapport sur la mise en œuvre de la Convention-cadre (février 2017): décisions et jugements cantonaux selon l'art. 261bis CP au sujet des discriminations à l'égard de Yéniches et Sinti/Manouches (et Roms).

Commission fédérale contre le racisme CFR/AKW: Rapport 2019 sur les incidents racistes au sujet des Yéniches et Sinti/Manouches (et Roms)

e. Les aires d'accueil pour les populations itinérantes et semi-itinérantes

Convention-cadre : art. 5

Recommandation du Comité des Ministres concernant la Convention-cadre :

« Procéder à l'aménagement d'un nombre suffisant d'aires d'accueil en respectant l'échéance préconisée dans le plan d'action » (cf. aussi 4ème Avis du Comité consultatif no. 48-54).

• La situation actuelle en matière d'aires de séjour, passage et transit

OFC HAF et Fondation Assurer l'avenir des Gens du voyage suisses : Bilan depuis le rapport de 2017 : nouvelles aires, aires rénovées, aires supprimées.

Canton de Fribourg / DDIP HSP: augmentation de la capacité d'accueil de l'aire de séjour de Châtillon/Hauterive.

Tous les cantons concernés, dont Berne + Bâle Ville : développements positifs sur leur territoire: création, consolidation, réaménagement d'aires accueil?

Alle betroffenen Kantone, inklusive Bern + Basel-Stadt: positive Entwicklungen auf ihrem Territorium: Schaffung, Konsolidierung, Neugestaltung von Plätzen für Fahrende?

Tutti i Cantoni interessati compreso Berna + Basilea Città: sviluppi positivi sul loro territorio: creazione, consolidamento, riqualificazione di aree di stazionamento?

Nel Cantone Ticino dal 2012 esiste un'area provvisoria per i nomadi svizzeri che ha visto ottimi esiti soprattutto in merito alle interazioni tra gli jenisch e la popolazione locale; esperienza dalla quale si riuscirà a realizzare un'area permanente a disposizione degli jenisch. Le autorità cantonali stanno valutando alcune opzioni che vanno in questa direzione.

+ Union des villes suisses UVS et Association des Communes Suisses ACS

- **La nouvelle loi de police du canton de Berne et les dispositions sur le renvoi des Gens du voyage "campant" de manière illégale**

DDIP/HSP + OFC/HAF: description des dispositions problématiques de la loi. Recours au Tribunal fédéral: arguments. Arrêt 1C-181/2019 du 29 avril 2020 du Tribunal fédéral. Abrogation des dispositions concernées (cf. arrêt TF + article humanrights.ch du 27.08.2020).

Canton de Berne: suites données à cet arrêt du Tribunal fédéral?

- **La loi neuchâteloise sur le stationnement nomade. Recours et plainte au Comité CERD/ONU**

Canton de Neuchâtel : explications au sujet de la loi + du recours au Tribunal fédéral contre la loi.

DDIP/HSP : arrêt du Tribunal fédéral du 13 février 2019.

OFJ Alain Chablais + DDIP HSP: état de la plainte au Comité CERD/ONU.

- **La halte spontanée**

Recommandation du Comité consultatif de la Convention-cadre (4ème Avis no. 59 + 55ss):

« *Le Comité consultatif appelle les autorités fédérales et cantonales, lorsqu'elles adoptent de nouveaux textes de loi tels que ceux qui visent à garantir l'ordre public, à prêter l'attention requise à la préservation des identités et des cultures des personnes aux modes de vie itinérants, et à continuer de défendre le droit de ces personnes à pratiquer leurs traditions. Le Comité consultatif appelle les autorités fédérales à s'assurer que l'interprétation et l'application de la loi fédérale sur le commerce itinérant telle qu'elle a été modifiée, ainsi que de l'ordonnance qui l'a suivie, soient proportionnelles aux objectifs poursuivis* ».

Fondation Assurer l'avenir des Gens du voyage suisses: avis de droit du SKMR sur la halte spontanée, état, recommandations et suites.

SECO/Florian Lörtscher: application pragmatique de la législation sur le commerce itinérant depuis son entrée en vigueur en 2018, notamment la question controversée de l'accord écrit du propriétaire de terrain pour obtenir l'autorisation d'exercer le commerce itinérant (cf. 4ème Avis no. 56).

+ Union des villes suisses UVS et Association des Communes Suisses ACS

f. Libertés (réunion pacifique, association, expression, pensée, conscience, religion)

Convention-cadre : art. 7 et 8
Rien à mentionner.

g. Accès à l'éducation

Convention-cadre : art. 12.3
Cf. ci-dessous let. i

h. Scolarisation des enfants de familles itinérantes ou semi-itinérantes

Convention-cadre : art. 12

Recommandation du Comité des Ministres concernant la Convention-cadre :

« Poursuivre le développement de solutions d'enseignement et d'apprentissage flexibles et adaptées aux personnes aux modes de vie itinérants, et associer les familles concernées au développement de nouveaux projets, afin de garantir le droit des enfants à l'éducation et le droit de choisir un mode de vie itinérant » (cf. ég. 4ème Avis du Comité consultatif, no. 97-98).

OFC HAF: Mise en œuvre à ce sujet du Plan d'action "Yéniches, Sinti, Roms"

OFC HAF et canton de Berne: Développements au sujet du concept de la **Ville de Berne sur la place d'accueil de Buech.**

OFC HAF et canton de Fribourg : Avancement dans le canton de Fribourg du projet de concept similaire au modèle bernois.

OFC HAF et canton de Zurich: bonnes pratiques pour promouvoir la scolarisation des enfants du voyage?

OFC HAF et tous les autres cantons concernés : autres développements dans d'autres cantons pour des solutions d'enseignement adaptées aux personnes aux modes de vie itinérants? Soutien de nouveaux projets?

CDIP: pour tenir compte des initiatives cantonales ci-dessus, possibilités d'envisager la création au sein de la CDIP d'un groupe de travail "enfants de familles itinérantes" ? (sur le modèle de la Commission Enfance et Migration).

Nel Canton Ticino i nomadi che vi soggiornano sono unicamente quelli Svizzeri i cui figli sono già inseriti in scuole seguendo l'insegnamento a distanza; ogni certo periodo si recano alla scuola di referenza per consegnare e ottenere altri compiti. Quando anche i nomadi stranieri soggiornavano in Ticino, con un'associazione «Specchiati e Rifletti» si era fatto in maniera che i bimbi potessero usufruire di un insegnamento sul posto. Dal 2012 i nomadi stranieri non sostano più in Ticino, probabilmente perché non è più una regione di loro interesse, non si verificano neppure alcuna sosta abusiva.

+ Union des villes suisses UVS et Association des Communes Suisses ACS

i. Inclusion de l'histoire et de la culture des Yéniches et Sinti/Manouches dans les programmes et manuels scolaires

Convention-cadre : art. 12

Recommandation du Comité des Ministres concernant la Convention-cadre :

« Inclure les cultures et l'histoire yéniches, sinti/manouches et roms dans les programmes et les manuels scolaires pour promouvoir auprès du grand public la diversité et l'intégration sociale, et sensibiliser et développer l'acceptation des modes de vie itinérants ».

CDIP: mesures envisagées pour mettre en œuvre cette recommandation au niveau intercantonal ? Possibilité d'inclure cette thématique dans les plans d'enseignement?

OFC/HAF + SLR: concrétisation des mesures prévues à ce sujet dans le Plan d'action "Yéniches, Sinti et Roms" ? Etat du projet en collaboration avec les Editions scolaires du canton de Zurich ? Autres projets ?

DDIP HSP : mentionner la recommandation de portée générale du 1er juillet 2020 du Comité des Ministres du CdE sur l'inclusion dans les programmes et le matériel scolaires de l'histoire des Roms et des Gens du voyage.

j. Sensibilisation à la lutte contre l'antitsiganisme et à la mémoire des victimes roms, sinti/manouches et yéniches de l'Holocauste dans les programmes scolaires

Convention-cadre : art. 12

SLR + DFAE/F. Wisard: nouveaux projets à ce sujet depuis le dernier rapport de février 2017?

CDIP: inclusion de cette thématique dans les plans d'enseignement? Bonnes pratiques cantonales?

k. Mécanismes de participation pour les Yéniches et les Sinti/Manouches

Convention-cadre : art. 15

Recommandation du Comité des Ministres concernant la Convention-cadre :

« Le Comité consultatif appelle les autorités fédérales et cantonales, en concertation avec les représentants des minorités reflétant la diversité existant au sein de leurs communautés, à étudier la possibilité de renforcer la participation aux affaires publiques des personnes appartenant aux minorités nationales, afin que celles-ci puissent prendre part aux processus de décision, non seulement au niveau fédéral mais aussi au niveau inter-cantonal et dans tous les cantons, par exemple par le biais de mécanismes pérennes, d'organes consultatifs institués et de quotas dans l'administration publique ».

DDIP/HSP: inscription des organisations yéniches et sinti sur la liste des destinataires lors de consultations/Vernehmlassungen (vérifier)

OFC HAF + Fondation Assurer l'avenir des Gens du voyage suisses: cantons dans lesquels ont été mis sur pied des structures de consultations/services spécialisés "Gens du voyage"? Développements à ce sujet depuis le dernier rapport de février 2017?

Tous les cantons concernés disposant de tels services spécialisés "Gens du voyage", par exemple **Argovie:** Actualisations et développements à ce sujet?

Alle betroffenen Kantone, die über solche spezialisierten «Fahrenden-Stellen» verfügen, z. B. **Aargau:** Aktualisierungen und Entwicklungen zu diesem Thema?

Tutti i cantoni interessati che dispongono di tali servizi per persone con stile di vita nomade, ad esempio **Argovia:** aggiornamenti e sviluppi su questo tema?

Nel Canton Ticino dal 2006 è stata istituita una Cellula operativa nomadi che include il Segretario generale del Dipartimento delle istituzioni, un referente della Polizia cantonale e un mediatore; per le diverse questioni la Cellula operativa è in stretta collaborazione e interazione con i nomadi in maniera che si conoscano i loro bisogni consoni al loro stile di vita.

+ Union des villes suisses UVS et Association des Communes Suisses ACS

2. La minorité juive

Compétence générale DDIP/HSP

a. Lutte contre les discriminations à l'égard de la minorité juive

Convention-cadre : art. 4

SLR: Etude du 2 juillet 2020 de ZHAW sur l'expérience de l'antisémitisme des Juifs suisses.

SLR + DFAE/F. Wisard: à la suite du *postulat Rechsteiner*, mandat donné pour un avis de droit au sujet de la définition de l'antisémitisme de l'IHRA. Conclusions, notamment modes de reconnaissance de la définition et effets juridiques en Suisse.

CFR: Rapport 2019 sur les incidents racistes concernant les Juifs.

CFR: Décisions et jugements selon l'art. 261 bis CP concernant les victimes juives.

SLR: Développements/résultats de l'enquête "Vivre ensemble en Suisse" au sujet des Juifs.

FSCI/GRA et CICAD: résultats des derniers rapports annuels sur les actes antisémites.

b. Promotion des arts et de la culture juive, y compris la situation du yiddish

Convention-cadre : art. 5

Charte des langues : xxxx

OFC/Vitali: situation du yiddish reconnu comme langue sans territoire selon la Charte. Absence de revendications à ce sujet des communautés juives.

c. Inclusion de l'histoire et de la culture juive dans les programmes et manuels scolaires

Convention-cadre : art. 12

FSCI: développements au sujet du projet **Likrat** dans les écoles ?

SLR: soutien à d'autres projets ?

d. Sensibilisation à la lutte contre l'antisémitisme et mémoire de l'Holocauste dans les programmes scolaires

Convention-cadre : art. 12

CICAD: développements depuis 2017 au sujet des projets pédagogiques et visites d'anciens camps de concentration ?

Plateforme des Juifs libéraux PJLS et FSCI: développements depuis 2017 au sujet des voyages d'études à Auschwitz et Yad Vashem ?

SLR et DFAE/F. Wisard: soutien à d'autres projets depuis 2017?

Tous les cantons concernés notamment **Aargau** (« Kultur macht Schule »): depuis 2017 nouveaux projets scolaires pour valoriser l'héritage juif?

Alle betroffenen Kantone, insbesondere **Aargau** («Kultur macht Schule»): seit 2017 neue Schulprojekte zur Förderung des jüdischen Erbes?

Tutti i cantoni interessati in particolare **Argovia:** dal 2017 nuovi progetti scolastici per promuovere il patrimonio ebraico?

e. Libertés (réunion pacifique, association, expression, pensée, conscience, religion)

Convention-cadre : art. 7 et 8

DDIP HSP : développements au sujet de l'intervention parlementaire 15.499 "importation de viande halal venant d'abatages sans étourdissement"(liquidé) + motion 20.3005 "transparence dans la méthode d'abattage" (cf. 4ème Avis no. 76).

f. Accès à l'éducation

Convention-cadre : art. 12.3

Rien à mentionner.

g. Mécanismes de participation pour la minorité juive

Convention-cadre : art. 15

DDIP HSP : expliquer qu'à l'occasion des votations et de débats politiques actuels au niveau fédéral, la FSCI et la PJLS prennent position lorsqu'il s'agit de questions relatives aux droits de l'homme et des étrangers, à la liberté de religion, au racisme, à l'intégration et, de façon générale, de questions sociales, éthiques et de société

+ Mentionner que les organisations juives sont inscrites sur la liste des destinataires des consultations/Vernehmlassungen.

VI. Développements relatifs à l'article 6 de la Convention-cadre

Compétence générale DDIP HSP

1. Politiques de promotion d'un esprit de tolérance et du dialogue interculturel

Convention-cadre : art. 6.1

Recommandation du Comité des Ministres concernant la Convention-cadre :

« Condamner systématiquement et promptement toute manifestation d'intolérance, qu'il s'agisse **d'antitsiganisme, d'antisémitisme ou d'islamophobie**, en particulier dans le discours public. Mener des enquêtes systématiques sur ces propos et engager des poursuites contre leurs auteurs.

*Intensifier les efforts, au niveau fédéral, pour soutenir les **projets de sensibilisation** visant à combattre les préjugés contre les modes de vie itinérants des **Yéniches et des Sinti/Manouches**, notamment via des projets ciblant les médias ou les journalistes ».*

SLR + CFR: mentionner et décrire les cas où les autorités fédérales et cantonales se sont exprimées pour condamner des propos racistes, en particulier dans le discours public. + les cas où des propos racistes dans le discours public ont été dénoncés et poursuivis pénalement.

SLR+OFS : Enquête Omnibus 2019 « mode de vie nomade ». But de sensibilisation de la population majoritaire. [Référence au chapitre V.1.d ci-dessus](#).

OFC/HAF + SLR: développements dans le projet de soutien aux médiateurs "Gens du voyage" sur les places d'accueil?

Tous les cantons concernés: nouveaux projets développés depuis 2017 par les cantons pour lutter contre **l'antitsiganisme, l'antisémitisme et l'islamophobie** ?

Nel Canton Ticino si collabora con alcuni giornalisti per scrivere a proposito dei nomadi svizzeri in maniera che si possano conoscere; alcuni progetti di approfondimento del tema sono stati elaborati nel corso del 2019 ma a causa del Covid si sono dovuti posticipare.

Alle betroffenen Kantone: seit 2017 neue Kantonsprojekte gegen **Antiziganismus, Antisemitismus und Islamophobie**?

Tutti i cantoni interessati: nuovi progetti sviluppati dai Cantoni dal 2017 contro **l'antiziganismo, l'antisemitismo e l'islamofobia**?

2. Mesures de protection contre les actes d'hostilité ou de violence

Convention-cadre : art. 6.2

Recommandation du Comité des Ministres concernant la Convention-cadre: « « Engager le suivi et l'application immédiats aux niveaux fédéral et cantonal des mesures identifiées afin d'assurer la sécurité des personnes appartenant aux minorités nationales ».

Fedpol/Philippe Piatti + Délégué au Réseau national de sécurité André Duveillard:

→ au sujet de l'ordonnance sur les mesures visant à promouvoir la sécurité des minorités ayant un besoin de protection particulier (OSMP):

- Origines de l'ordonnance avec le groupe de travail et le **concept** "sécurité des minorités avec un besoin de protection particulier" à la suite de plusieurs interventions parlementaires.
- **Ordonnance:** mesures prévues. Minorités concernées. Non seulement les minorités religieuses, mais aussi les Yéniches, Sinti/Manouches et Roms.
- **Projets approuvés pour 2020:** minorités concernées et exemples de mesures soutenues (protection d'écoles, de synagogues et d'une mosquée)
- **Poursuite des travaux du groupe d'accompagnement et Loi fédérale** envisagée pour que la Confédération puisse soutenir des mesures de protection actives.

DFAE DDIP/HSP/SCP/FDA: éventuels compléments à ce sujet.

3. Suivi de la représentation des minorités dans les médias

Convention-cadre : art. 6.1

Recommandation du Comité des Ministres concernant la Convention-cadre :

*« Intensifier les efforts, au niveau fédéral, pour soutenir les projets de sensibilisation visant à combattre les préjugés contre les modes de vie itinérants des **Yéniches et des Sinti/Manouches**, notamment via des projets ciblant les médias ou les journalistes ».*

DDIP HSP: articles positifs récents au sujet des *Yéniches et Sinti et Roms* (notamment interview d'Aude Morisod).

SLR + CFR: exemples de traitement positifs récents dans les médias des thématiques minorités *yéniche et sinti + minorité juive*? Soutien de projets dans ce sens?

OFC + SLR + Fondation "Assurer l'avenir des Gens du voyage suisses": traitement par les médias de la votation au sujet du crédit pour la place d'accueil de Wileroltigen.

4. Politiques de lutte contre le discours et les crimes de haine

Convention-cadre : art. 6.2

Recommandation du Comité des Ministres concernant la Convention-cadre :

« Assurer aux personnes appartenant aux minorités nationales la possibilité de défendre leurs droits devant les tribunaux en tant que victimes de discours de haine, notamment en s'efforçant de reconnaître aux organisations non gouvernementales la qualité pour agir en vue de l'intérêt général et la capacité à représenter les droits et intérêts de ces victimes ».

OFJ/Ernst Gnägi GNA + SLR: bref rappel de la situation en droit suisse au sujet de la qualification pénale des crimes de haine /discours de haine + qualité pour agir des **ONG**.

DDIP/SCP + OFJ/ D. Steiger Leuba et Cordelia Ehrich : compléments à ce sujet ?

DDIP/HSP: qualité pour agir reconnue par le Tribunal fédéral à des organisations yéniches (≠ ONG) dans les affaires contre la loi de police bernoise et la loi neuchâteloise sur le stationnement itinérant.

SLR + CFR: cas connus de plaintes pénales pour crimes/discours de haine déposées par des personnes yéniches/sinti ou des personnes juives, ainsi que des **ONG** défendant leurs intérêts ?

FSCI + GRA + CICAD + PJLS: plaintes pénales déposées depuis 2017 (dernier rapport) au sujet de propos racistes à l'encontre des Juifs? Résultats?

5. Stratégies/politiques d'intégration

Convention-cadre: art. 6

Tous les cantons concernés: développements significatifs à signaler dans les programmes d'intégration cantonaux PIC?

Alle betroffenen Kantone: bedeutende Entwicklungen bei den kantonalen Integrationsprogrammen KIP?

Tutti i cantoni interessati: sviluppi significativi da segnalare nei programmi d'integrazione cantonali PIC?

SLR: développements à signaler?

+ Union des villes suisses UVS et Association des Communes Suisses ACS

VII. Réponses à la pandémie Covid-19 en application de la Convention-cadre et de la Charte des langues

Compétence générale DDIP/HSP

1. Mesures pour adresser les conséquences de la pandémie concernant les Gens du voyage

DDIP HSP

+ actualisations par OFC/HAF + la Fondation Assurer l'avenir des Gens du voyage suisse

Les Gens du voyage, en particulier les Yéniches et les Sinti/Manouches qui vivent en Suisse, ont été particulièrement touchés par la crise COVID-19. L'exercice de leur mode de vie a été rendu très difficile en raison de la fermeture de certaines aires d'accueil officielles et de l'interdiction d'exercer leurs activités professionnelles itinérantes dans certains cantons, à l'instar d'autres activités économiques. Certaines places d'accueil qui normalement ouvrent pour la saison en mars sont restées initialement fermées car les autorités cantonales ont préféré attendre des informations plus claires de la part des autorités fédérales concernant le risque de transmission du virus. C'est pourquoi, dès la deuxième partie de mars 2020, la Fondation de la

Confédération « Assurer l'avenir des Gens du voyage suisses » et l'Office fédéral de la culture ont adressé à tous les services cantonaux et communaux responsables des aires d'accueil pour les Yéniches, Sinti et Roms itinérants des recommandations pour réduire l'impact de la crise sur ces groupes et pour mettre en place des mesures de protection dans la gestion des aires d'accueil. Par la suite, dans l'Ordonnance 2 COVID-19, il a été prévu explicitement que les aires d'accueil officielles pour les Gens du voyage pouvaient rester ouvertes ou ouvrir selon le calendrier prévu à condition d'élaborer un *plan de protection contre le COVID-19*. Un tel plan a été mis à disposition des cantons et des gérants d'aires d'accueil dès le 15 mai 2020. En outre, les Yéniches, Sinti et Roms exerçant une activité indépendante ont eu droit à des allocations pour perte de gain. Une offre de conseil en cas de difficultés économiques ainsi que de soutien financier a aussi été mise sur pied par les autorités, en collaboration avec une organisation yéniche et avec le soutien financier d'œuvres caritatives.

Associations Yéniches et Sinti/Manouches: appréciation de la gestion de la crise par les autorités fédérales et cantonales.

2. Mesures pour communiquer sur la gestion de la pandémie dans les langues minoritaires

DDIP HSP

+ éventuelles actualisations par **OFC/D. Vitali**

Des possibilités d'accéder à des informations sur le COVID-19 dans différentes langues ont été mises en place : toutes les conférences de presse du Gouvernement suisse au sujet du Covid-19 étaient traduites simultanément dans les trois langues officielles français, allemand et italien, ainsi que dans la langue des signes. Les informations et recommandations écrites de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) sont disponibles dans ces langues officielles et en anglais. De très nombreux documents et fiches de renseignements ont aussi été traduits dans de nombreuses langues de la migration. Des vidéos d'informations sont également disponibles dans plusieurs langues de la migration et la Corona-Helpline est disponible en 10 langues. Le site Internet officiel consacré à la pandémie en Suisse est également disponible dans ces mêmes langues. Quant à l'application de traçage SwissCovid, elle est disponible en français, allemand et italien,

Tous les cantons concernés: traduction dans les langues minoritaires des informations et mesures cantonales au sujet de la gestion du Covid-19.

Alle betroffenen Kantone: Übersetzung der kantonalen Informationen und Massnahmen betreffend den Umgang mit Covid-19 in die Minderheitensprachen.

Tutti i cantoni interessati: traduzione nelle lingue minoritarie delle informazioni e delle misure cantonali relative alla gestione della pandemia di COVID-19.

3. Mesures de soutien aux radios et télévisions régionales

OFCOM

DDIP HSP

VIII. Récapitulatif des recommandations du Comité des Ministres lors des derniers cycles et réponses des autorités suisses⁹

1. Les dernières recommandations du Comité des Ministres sur la mise en œuvre de la Convention-cadre et les réponses des autorités suisses

(avec renvois aux chapitres thématiques concernés)

Dans sa Résolution du 14 mai 2019 sur la mise en œuvre par la Suisse de la Convention-cadre, le Comité des Ministres a émis les recommandations suivantes :

Recommandations pour action immédiate:

⁹ Veuillez indiquer ici les mesures prises en application des recommandations précédemment formulées par le Comité d'Experts de la Charte et le Comité consultatif de la Convention-cadre. Le cas échéant, si ces informations ont déjà été développées plus haut, il est inutile de les répéter. Par contre, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire une simple référence aux paragraphes concernés.

- Intensifier les efforts des autorités fédérales afin de sensibiliser le grand public à la législation en vigueur contre les discriminations et envisager de réexaminer l'opportunité d'adopter une législation fédérale générale contre les discriminations (*voir supra III.3*); faciliter l'accès à la justice des personnes appartenant aux minorités nationales victimes de pratiques discriminatoires, notamment en s'efforçant de reconnaître aux organisations non gouvernementales la qualité pour agir en vue de l'intérêt général et la capacité à représenter les droits et intérêts de ces victimes (*voir supra V.1.d*); mettre en place dans les meilleurs délais une institution nationale des droits de l'homme en conformité avec les Principes de Paris, en garantissant en particulier son indépendance institutionnelle et financière, sa pleine capacité à promouvoir et à protéger les droits de l'homme et l'étendue de son mandat (*voir supra III.3*); mettre en place des institutions de médiation (« ombudsperson institutions ») aux niveaux fédéral et cantonal (*voir supra III.3*);
- Consacrer le soutien financier nécessaire, au terme de procédures accessibles, impartiales et transparentes, à des projets ayant pour objectif la préservation et le développement des identités et des cultures des personnes ayant des modes de vie itinérants, y compris en assurant à la Fondation « Assurer l'avenir des Gens du voyage suisses » des moyens financiers et humains suffisants pour accomplir sa mission et toucher les communautés concernées (*voir supra V.1.c*); mettre en œuvre dans les meilleurs délais les mesures préconisées par le Plan d'action de la Confédération sur les Yéniches, les Sinti/Manouches et les Roms (*voir supra V.1.a*); sensibiliser le grand public aux modes de vie des personnes itinérantes (*voir supra V.1.d*); procéder à l'aménagement d'un nombre suffisant d'aires d'accueil en respectant l'échéance préconisée dans le plan d'action (*voir supra V.1.e*);
- Condamner systématiquement et promptement toute manifestation d'intolérance, qu'il s'agisse d'antitsiganisme, d'antisémitisme ou d'islamophobie, en particulier dans le discours public; mener des enquêtes systématiques sur ces propos et engager des poursuites contre leurs auteurs (*voir supra VI.a*); assurer aux personnes appartenant aux minorités nationales la possibilité de défendre leurs droits devant les tribunaux en tant que victimes de discours de haine, notamment en s'efforçant de reconnaître aux organisations non gouvernementales la qualité pour agir en vue de l'intérêt général et la capacité à représenter les droits et intérêts de ces victimes (*voir supra VI.d*); engager le suivi et l'application immédiats aux niveaux fédéral et cantonal des mesures identifiées afin d'assurer la sécurité des personnes appartenant aux minorités nationales (*voir supra VI.b*); .

Autres recommandations:

- Prêter l'attention requise, lors de l'adoption de nouveaux textes de loi tels que ceux qui visent à garantir l'ordre public, à la préservation des identités et des cultures des personnes appartenant à des minorités nationales, et continuer de défendre le droit de ces personnes de pratiquer leurs traditions ; s'assurer que l'interprétation et l'application de la loi fédérale sur le commerce itinérant telle qu'elle a été modifiée, ainsi que de l'ordonnance qui l'a suivie, soient proportionnelles aux objectifs recherchés (*voir supra V.1.e.iv*);
- Intensifier les efforts, au niveau fédéral, pour soutenir les projets de sensibilisation visant à combattre les préjugés contre les modes de vie itinérants des Yéniches et des Sinti/Manouches, notamment via des projets ciblant les médias ou les journalistes (*voir supra V. 1.d. + VI. a. et c.*);
- Poursuivre les efforts déployés au niveau fédéral pour garantir l'égalité effective entre les personnes appartenant aux différentes communautés linguistiques officielles, afin qu'elles puissent continuer à échanger avec l'administration fédérale dans leur propre langue (*voir supra IV. 6.d*); envisager, lorsque les autorités le jugent pertinent, et en concertation avec les représentants des minorités concernées, la traduction dans d'autres langues nationales des principaux arrêts du Tribunal fédéral concernant les droits des personnes appartenant aux minorités nationales (*voir supra IV.3.d. au sujet du romanche*); promouvoir davantage l'usage des langues minoritaires dans les activités quotidiennes, les campagnes d'information, l'administration et l'ordre judiciaire du canton de Graubünden/Grischun/Grigioni (*cf. supra IV.1 d. et e.*);
- Poursuivre le développement de solutions d'enseignement et d'apprentissage flexibles et adaptées aux personnes aux modes de vie itinérants, et associer les familles concernées au développement de nouveaux projets, afin de garantir et concilier le droit des enfants à l'éducation et le droit de choisir un mode de vie itinérant (*cf. supra V.1.h.*); inclure les cultures

et l'histoire yéniches, sinti/manouches et roms dans les programmes et les manuels scolaires pour promouvoir auprès du grand public la diversité et l'intégration sociétale, et sensibiliser et développer l'acceptation des modes de vie itinérants (cf. *supra* V 1. i. et j.);

- Promouvoir l'accès à l'enseignement en italien et en romanche, et à l'enseignement de ces langues, à l'extérieur des zones traditionnellement habitées par les personnes appartenant à ces minorités, notamment dans les grandes villes ; engager le dialogue avec les représentants des minorités concernées et évaluer les besoins des romanchophones et des italophones en termes d'enseignement dans leur langue minoritaire dans le secondaire (de deuxième niveau) (*voir supra* IV.1, 2, 3.c)
- Étudier, en concertation avec les représentants des minorités reflétant la diversité existant au sein de leurs communautés, la possibilité de renforcer la participation aux affaires publiques des personnes appartenant aux minorités nationales, afin que celles-ci puissent prendre part aux processus de décision, non seulement au niveau fédéral mais aussi au niveau inter-cantonal et dans tous les cantons, par exemple par le biais de mécanismes pérennes, d'organes consultatifs institués et de valeurs-cibles dans l'administration publique (cf. *supra* V. 1. k. + 2.g.).

2. Les dernières recommandations du Comité des Ministres sur la mise en œuvre de la Charte des langues et les réponses des autorités suisses

Dans sa Recommandation du 11 décembre 2019 sur la mise en œuvre de la Charte des langues par la Suisse, le Comité des Ministres a émis les recommandations suivantes:

Recommande que la Suisse prenne en compte l'ensemble des observations et des recommandations du Comité d'experts et, en priorité:

1. adopte une législation cantonale et/ou locale sur l'emploi public du français et de l'allemand dans les communes où ce sont des langues minoritaires (cf. *supra* V. 4 et 5) ;
2. continue de promouvoir l'utilisation de l'italien dans l'administration cantonale et dans le secteur public relevant du contrôle cantonal dans les Grisons (cf. *supra* V.1) ;
3. précise si le francoprovençal et le jurassien peuvent être considérés comme des langues à part entière pouvant bénéficier de la protection prévue à l'article 7, paragraphes 1 à 4 (cf. *supra* IV.b) ;
4. reconsidère la position officielle concernant le romani comme langue dépourvue de territoire au sens de la Charte, en collaboration avec les locuteurs (cf. *supra* IV. c).

Annexe

Pour chaque langue et minorité nationale, indication des coordonnées des organismes ou des associations qui favorisent la protection et la promotion des langues/minorités respectives.

DDIP HSP + OFC: lister, par langue, les ONG existantes (au-delà des structures faitières), avec leurs noms, adresses, emails et numéros de téléphone.